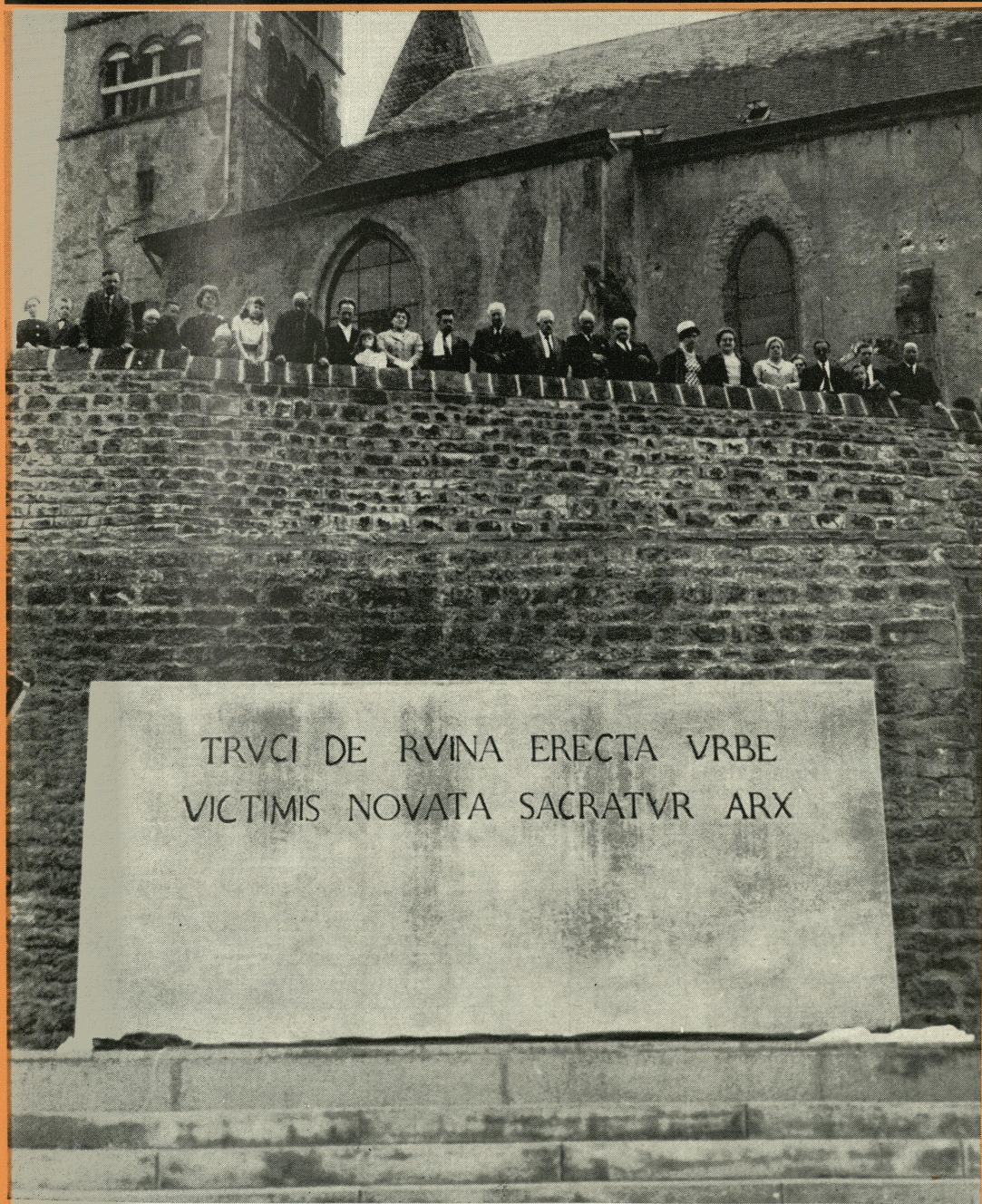


LES SACRIFIÉS

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force



N° 5 / 1969

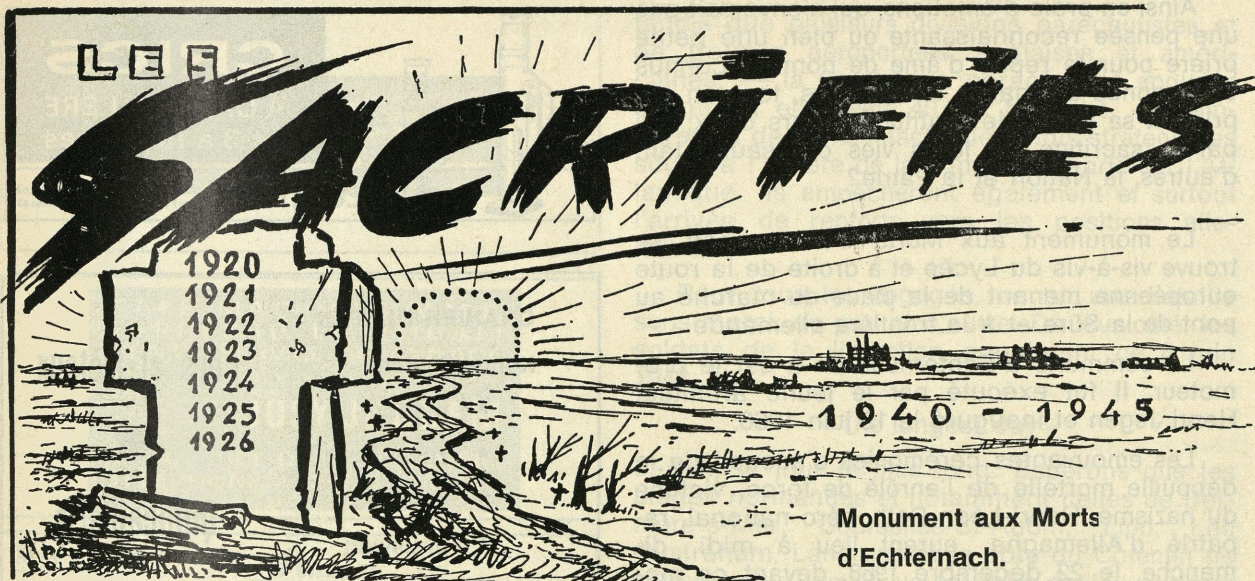
9e année

Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 50,- frs

**Monument
aux Morts
Echternach**

Rédaction:
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg



Tirage 10 000

Aus dem Inhalt

Truci de Ruina erecta urbe
 Victimis novata sacratur arx.
 «J Day - 6 Juni 1944»
 Opruff - Appel
 Monolog
 Der Trost
 Dunkle Wolken am östlichen
 Horizont
 Ob er der richtige Mann ist?
 Chambre des Députés
 Ons Oktavmass
 Zitate
 Missbrauch der Francophilie
 Letzeburgesch an der Kirech
 Lu pour vous
 Päng
 Oenner ons

**Fédération des Victimes du Na-
 zisme Enrôlées de Force a.s.b.l.**
 Siège, Luxembourg, 9, rue du
 Fort Elisabeth. - Case postale
 17 - Luxembourg-Gare
 C. C. P. 313-29

Rédaction du bulletin mensuel
 «Les Sacrifiés» Luxembourg, 9,
 rue du Fort Elisabeth Case
 postale 17 - Luxembourg-
 Gare

Monument National - C. C. P.
 319-10.

Fonds d'Action - C.C.P. 210-49

La Fédération représente:

l'Association des Parents des
 Déportés Militaires Luxem-
 bourgeois, Secrétariat: 21, rue du
 Fossé, Luxembourg, C. C. P.

59-02 ● la Ligue Luxembourgeoise des Mutilés et Invalides de Guerre 1940-1945, Case postale 382 - Luxem-
 bourg-Ville, C.C.P. 286-33 ● l'Amicale des Anciens de Tambow, Secrétariat: Kleinbettingen, 12, rue de la Gare,
 C.C.P. 240-07 ● l'Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme, Secrétariat: Luxembourg, 9, rue du
 Fort Elisabeth Case postale 17 - Luxembourg Gare, C.C.P. 313-24

Truci de Ruina erecta urbe Victimis novata sacratur arx.

Relevée de ses ruines effroyables, la ville d'Echternach a dédié à ses morts de la grande tourmente de 1940 à 1945 le rempart restauré.

Certes, à première vue, ce monument n'a rien de commun avec ce que l'on voit généralement et un peu partout dans notre pays. On est aussi frappé par la simplicité par laquelle il se présente. Et c'est justement cela qui attire le contemplateur, ce qui invite tout passant à s'approcher, à regarder de plus près, à réfléchir. Il éveille la curiosité de l'homme.

Ceci a dû être, sans que nous le sachions expressément, l'idée du promoteur et de l'artiste du Monument aux Morts d'Echternach.

On se voit attiré. Et ce n'est qu'en s'approchant que l'on peu lire l'inscription ci-dessus, que l'on s'attarde, que l'esprit s'engage à découvrir le sens profond de ce qui se présente à l'oeil.

Demeurant ainsi, et ne serait-ce que pour quelques instants, devant les larges marches qui mènent au seuil d'un grand monobloc quadrangulaire que le regard est inévitablement attiré vers l'immense rempart restauré, puis vers l'église St. Pierre et Paul, dont le corps est dominé par deux clochers qui le dirigent plus haut encore, vers le ciel, vers l'univers. C'est alors que le mot VICTIMIS, lu quelques instants plutôt, — pour beaucoup le seul qu'ils aient compris, car bien des gens ne se sont jamais familiarisés avec la langue latine, — ce mot donc prend forme, signification et empleur dans l'esprit.

Et l'on se rappelle des morts, des martyres, des sacrifices immenses consentis, des souffrances atroces affligées au peuple paisible du petit Luxembourg par l'inhumain occupant allemand. Ce peuple luxembourgeois, qui de tout temps a eu le goût de la liberté.

Imprimerie Hermann, Luxembourg

Ainsi en proie d'émotions, qui n'enverrait pas une pensée reconnaissante ou bien une petite prière pour le repos d'âme de nombre connus et inconnus au maître de l'univers, tout en exprimant sa profonde gratitude envers ceux, qui par le sacrifice de leurs vies ont sauvé tant d'autres, la Nation et la Patrie?

Le monument aux Morts d'Echternach se trouve vis-à-vis du Lycée et à droite de la route européenne menant de la place du marché au pont de la Sûre et à la frontière allemande.

La commune d'Echternach en a est le promoteur. Il fut exécuté par le jeune architecte Henri Jegen et inauguré le 12 juin 1966.

Les émouvantes cérémonies d'accueil de la dépouille mortelle de l'enrôlé de force, victime du nazisme, Henri-Léon Roth, héros national, rapatrié d'Allemagne, eurent lieu à midi, dimanche, le 22 décembre 1968, devant ce monument.

Honneur aux Morts pour la Patrie!

sn.

«J Day - 6 Juni 1944»

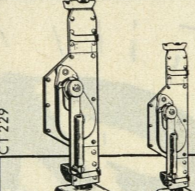
Le 6 juin prochain il y aura tout juste 25 ans, un quart de siècle, lorsque survint un grand événement: Le débarquement des troupes alliées en Normandie sous le commandement suprême du général Dwight David Eisenhower. Ce jour là déferla un immense potentiel de guerre sur un petit bout de la côte normande.

La gigantesque entreprise avait été préparée de longue haleine. Ce qu'il fallait en hommes et matériel, de tactique et logistique militaire pour assurer une réussite à la plus grande opération militaire de tous les temps, toutes ces divisions aéroportées et débarquées, — de tout cela nous racontaient les publications des journaux et les livres, lorsque tout avait fini par l'anéantissement des troupes allemandes. Le 6 juin 1944 avait commencé ce que l'on peut appeler le renversement complet des événements de fin mai 1940, et qui se soldèrent par «Operation Dynamo» commencée le 26 mai 1940 à 6.57 heures. Mais au lendemain de la défaite des troupes alliées en Europe continentale, commençaient les préparations pour amener la défaite des sbires nazis.

Certes, les chemins qui y menèrent, furent aussi longs qu'épineux. Pour les populations grinçant sous le joug d'un occupant diabolique, ce fut le «black-out» complet.

Mais déjà dès le début d'un avenir plus qu'incertain, alors que les Français et leurs amis venaient d'entendre, dans un abatement mortel, les paroles de défaite du vieux maréchal Pétain, ils entendirent au soir du 18 juin 1940

2 Les Sacrifiés



CRICS
A CREMAILLE
de 3 à 15 tonnes

SECALT S.A. LUXEMBOURG (Grand-Duché)
Boite Postale 420-Tél. 429 71-Télex 437

ORANIER-ÖLÖFEN

Kombi-System **Fers et Métaux**

- ★ modern
- ★ zuverlässig
- ★ sparsam
- ★ preiswert

Quincaillerie

BUCHHOLTZ et ETTINGER
Esch-sur-Alzette Tél. 54.17.85

une voix ardente, passionnée qui leur rendit l'espoir. Cette voix n'était autre que celle du général de Gaulle qui prononça à Londres les mots, et qui depuis sont devenus célèbres dans l'histoire:

«La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre.»

En effet, les batailles n'allaient que commencer. Depuis les îles britanniques allait s'organiser la libération du vieux Continent. Non sans difficultés, pourtant! Au cours des années suivantes il y eut des batailles à la chaîne et elles furent gagnées par les troupes alliées. Mais bien auparavant ce fut l'admirable bravour du peuple anglais, sur lequel l'aviation allemande déversa par milliers de tonnes leurs bombes, causant d'énormes dégâts mais surtout d'innombrables morts parmi la population. En dépit de toutes ses souffrances, la nation britannique mit sur pied une terrible force militaire!

A fur et à mesure que les mois passaient en années, l'Allemagne victorieuse au début, marchait d'une catastrophe à l'autre. Les défaites s'accumulaient. Lentement, mais systématiquement et inévitablement la «glorieuse Wehrmacht» s'acheminait vers la reddition inconditionnée.

Au petit jour du 6 juin 1944, les Londoniens entendirent une Armada ailée, dans un ciel froid et violet. Un raid de plus, croyait-on là-bas. Mais en ce moment-là des combats acharnés se déroulèrent sur les plages de la Normandie,

Melchior's Elite-Samen Die bevorzugtesten Samen den anspruchsvollen Käufer!

Nur echt mit dem Marke Melchior auf jeder Packung

Erhältlich in allen guten Epicerien

En gros Melchior L'udélange / Luxembourg

CAFE MACHINES W.M.F.
ESPRESSO LA CIMBALI
VENTE SERVICE-DEPANNAGE

JOSY JUCKEM

60-62 RUE DE STRASBOURG
TELEPHONES 255 67 / 40115

MAZOUT *Marcel*

Charbons

Cokes *Schroeder-Wagner*

Briquettes

Pommes-de-Terre **ESCH-SUR-ALZETTE**

Transports Chantier: r. d. champs, Tél. 52740
Privé: 72, bd Pr. Henri, Tél. 542098

Vente de réservoirs à partir de 500 jusqu'au 1200 ltrs

La Maison Alfred Poggi

Fruits et Primeurs en Gros
est au service de la clientèle
depuis plus d'un demi-siècle

Esch-Alz. - Tél.: 52 341 Luxembourg: 48 21 41

Fern. Geimer-Sunnen

Ameublement - Menuiserie - Ebénisterie
Grand choix en meubles de tous genre
Exécution de travaux de Menuiserie et d'Ebénisterie

Place de l'Eglise tél.: 6 91 82 **Bech-Kleinmacher**

OPRUFF

un all de' letzeburger Jongen vum Joergang 1925 an 1926. Den 13. Juli 1944 go'we mir an den R.A.D. no Rogasen an no Wollstein an Polen agezunn. Duerno ko'me mir zesummen no Naumburg a/d Saale an d'Wehrmacht (Hindenburg- an Barbarakasären). Mir wöllen döst Joer den 12. Juli 1969, d.h. 25 Joer duerno zesumme kommen. Schreiw eng Postkärt mat ärer Adress oder telefone'ert un:

WALLERS Roger, 55, rue de Dudélange zu Bétéburg, Tel. 510 309 oder un

WESTER Michel, 26, rue des Etats-Unis zu Letzeburg, Tel. 269 53.

tandis que plusieurs divisions parachutistes et de troupes aéroportées anglaises et américaines, — la 6e division parachutiste anglaise compta à elle seule 40.000 hommes, — s'emparèrent de ponts intacts, de points stratégiques situés à l'arrière de la ligne allemande sur l'Atlantique. Ils empêchèrent également et surtout l'arrivée de renforts vers les positions allemandes.

Pour tous les engagés, ce fut une bataille sans merci, de part et d'autre. De leur côté, les soldats de la libération appelèrent ce 6 juin 1944:

« The longest day »

c.-à-d., le jour le plus long. Espérons que les plages normandes et notamment celles de Bernières-s-Mer, Courselles-St-Aubin, Lion, Luc Oustreham, Langrune et la côte du Cotentin ne vivrons plus jamais un tel jour de feu, où tant d'êtres humains laissèrent leurs vies en un seul jour. Au soir de cette terrible journée, la libération de l'Europe occupée n'eut que commença. Hélas!

Le huit juin les troupes débarquées rejoignaient celles aéroportées. Le 9 tombait Isigny. Le 10, Montgomery et Dempsey établissaient à terre leurs Quartiers Généraux. Dix jours après le débarquement, la tête de pont de 20 kilomètres de profondeur, mesura 80 kilomètres de long. Elle fut, et ceci de toute façon, solidement établie. Dans les quatorze jours après de jour J, les Anglo-Canadiens seuls débarquèrent 390.000 hommes, 70.000 véhicules et 230.000 tonnes de matériel.

Pendant la période du 6 au 20 juin 1944 les pertes d'hommes des Alliés, blessés compris, se chiffraient à 40.549.

D'eux et de tous ceux qui laissèrent leurs vies au cours des hostilités pour nous redonner la liberté, nous nous souviendrons le 6 juin 1969 avec une grande admiration et une profonde gratitude.

sn

APPEL

De Comité vun der Fédératio'n richt en Appel un all Dammen, ons «Médercher» vun démols am Krich, an och un äner Fräen vun Enrôlés de Force.

De Comité brauch dregend Höllef.

Et dre't sech öm kleng Schreiwereien, de't Memberen vum Comité eléng nôt mâche können. Et ass nömme émoleg an och nuren fier kuerz Zeit. Et ass nôt esou, dat Dir dauernd ugespânt ge'wt. De' Dammen, de' höllefe wöllen, solle sech w.i.g. un den Fernand Hurst wenne, zu Ehlerange, 42, rue de Sanem, Tel.: 591143.

Les Sacrifiés 3

MONOLOG

Noch immer
Komme ich
Nicht los
Von diesem
Sauren Wort :
Zwangsrekrutiert !
Zum Teufel
Noch mal !
Immer dieselben
Sequenzen :
Stellungsbefehl,
Abschied,
Kasernen, graue,
Gebrüll, Quark,
Rekruten, Rekruten,
Gestiefelte Untiere,
Und die Sauhaufen,
Die bekloppten,
Auf, marsch, marsch !
Immer rein
In die Bude,
Immer raus
Aus der Bude,
Im Westerwald
Da ist's windig
Dann, am Horizont
Die Russenfront !
Feuerbälle tanzen
Vor Charkow
Und anderswo.
Masutgestank
Schwefel und Blut.
Tote, Tote, Tote,
Gefangenenschlangen
Lange, krumme,
Zappeln von dannen,
Versinken im Moor,
Lautlos im Eis.
Mondsüchtige
Heimkehrer
Die Stummel
Zerkauen.
Noch eins !
Es bleibt
Und es bleibt
Das Wort geschrieben :
Zwangsrekrutiert !
So lang
Wie eine Avenue
Steht's geschrieben,
So hoch
Wie die Wolken gehen
Steht's geschrieben !

Jawohl, ihr Leut'
Ihr sollt es
Einmal lesen
Und nochmals lesen.
Denn man hat
Die Schnauze voll,
Übervoll !
Vielen platzt der
Kragen,
Wie Krüge
Zerbersten
Unauffällig still,
Gesucht wird
Dringend ein
Politisch Hirn
Entschieden kluges,
Und einen Arm
Auch, politisch
Bärenstark genug,
Total bereit
Total zu zerschlagen
Dies eine Wort :
Zwangsrekrutiert !
Tut mir leid,
Komme nicht los
Von diesem
Sauren Wort,
Scharf geschrieben
Hart gesprochen
In der Stadt
Im Dorf
Im Tal
Und auf der Höh'
In der Fabrik
In der Klinik
Im Autobus
Im Ministerium
Am Tag
Und in der Nacht
Zwangsrekrutiert !
Sauer wie
Saure Gurken
Die zu sauer
Sind ist dieses Wort,
Zum Teufel
Nochmal !
Nicht doch !
Sieh' da,
Maiglöckchen,
Nicken taurisch
Aus Kristall . . .

Dr. Pierre-Dominique BAUSCH

Imprimerie
Kremer - Muller & Cie

Imprimés de qualité

Esch-sur-Alzette
56, rue des jardins
Téléphone 521 - 85

Fabrique d'articles en aluminium

Aluminium

LUX

DUDELANGE Tél.: 51 17 17
J. WEIRICH s.e.n.c.

Der Trost

Erst 46 Jahre war der Neckel alt, aber das letzte halbe Dutzend davon war er schon Rentner. Krankheitshaiber hatte er seine Arbeit aufgeben müssen. Vorzeitig. Mitten in einer ganz anständig honorierten Laufbahn, die ihm noch gute Aufstiegsmöglichkeiten geboten hätte. Aber, wie gesagt, die Krankheit hatte es verteilt.

Ja, diese Krankheit! — Muskelschwund. — Die Kraft reichte gerade noch aus, den kurzen Weg zwischen dem Bett und dem Lehnstuhl am Fenster unter größter Anstrengung zwei Mal am Tage — morgens her und abends hin — zurückzulegen. Ansonsten sorgte seine Frau für ihn mit einer beneidenswerten Hingabe und Aufopferung. Sie tat es liebevoll trotz der täglichen Berufsarbeit. Denn sie mußte noch etwas hinzu verdienen. 7.000 Franken Pension reichen schließlich nicht aus, um einen Drei-Personen-Haushalt heutzutage ordentlich gestalten zu können. Aber mehr bekam Neckel nicht. Er war noch zu jung gewesen, hatte zu wenig Dienstjahre aufzuweisen gehabt, als er zu Hause bleiben mußte. 7.000 Franken. Es war nur gut, daß er einen einträglichen Beruf gehabt hatte, sonst wäre nicht einmal diese Summe herausgesprungen.

«Sag' mal, Neckel» meinte Freund Pier, als er wieder einmal zu Besuch war und Neckel gegenüber saß, «du warst doch Zwangsrekrutierter in der ehemaligen Wehrmacht, nicht?»

«Allerdings» nickte sein Gegenüber.

«Und du warst doch auch in russischer Gefangenschaft?»

«Ja, ich war in Tambow. Monatelang.»

«Und du hast dir dort dein Leiden zugezogen, nicht wahr?»

«So kann man es sagen. Jedenfalls meinen die Aerzte, daß da der Keim dazu gelegt wurde.»

«Dann bist du doch eigentlich ein Kriegsverwehrt und müßtest vom Kriegsschädenamt eine Rente beziehen!»

«Aber wieso denn?»

«Das ist doch klar, Neckel. Du hast einen gesundheitlichen Schaden erlitten, der durch den Krieg entstanden ist. Also . . .!»

«Entschuldige, Freund Pier, aber da begehst du einen Denkfehler. Das heißt, mir scheint, du weißt nicht recht, was ein Kriegsschaden ist.»

«Und du weißt es? — Da bin ich aber gespannt!»

«Ein Kriegsschaden ist, wenn beispielsweise jemand bei der Rundstedt-Offensive seiner Briefmarkensammlung verlustig ging. Das war ein Schaden, der ersetzt werden mußte. Oder?»

«Schon. Aber wer hatte denn vor dem Krieg im Oesling schon eine Briefmarkensammlung!»

«Aber Pier! Fast ein jeder! Von den meisten wußte es nur niemand. Eine solche Sammlung ist schließlich nicht weithin sichtbar. — Uebrigens, wenn dir dieses Beispiel nicht gefällt,

dann nimm an, es sei jemand während des Krieges sein ganzes Silbergeschirr abhandengekommen. Auch das war ein Verlust, der entschädigt werden mußte.»

«Einverstanden. Aber damit verhält es sich doch genau wie mit den Briefmarkensammlungen: Auch diese Fälle waren nicht sehr häufig.»

«Hast du eine Ahnung, Pier! Es gibt sogar Leute, die behaupten, es sei damals mehr Silbergeschirr verloren gegangen, als je vorhanden war!»

«Alles schön und gut, Neckel, aber was hat das mit deinem Leiden zu tun?»

«Das ist doch klar. Diese Schäden waren erwiesenermaßen Kriegsschäden und mußten daher ersetzt werden. In meinem Falle aber . . . Was habe ich denn schon durch den Krieg verloren? — Nichts! Garnichts! — Keine Briefmarken, kein Silbergeschirr! Nichts! Höchstens das bißchen Gesundheit. Das kannst du doch wahrhaftig nicht als Kriegsschaden bezeichnen! Insbesondere da es sich ja erst zwanzig Jahre nach dem großen Sterben gezeigt hat! — Nein, Pier, sei vernünftig und sag' selber, daß das kein Kriegsschaden sein kann!»

«Aber, Neckel, wenn die Deutschen dich damals nicht zur Wehrmacht geholt hätten, dann wärest du nicht nach Tambow gekommen. Und wenn du Tambow nicht mitgemacht hättest, dann wären deine Glieder heute noch in Ordnung, und du bräuchtest nicht hier am Fenster im Lehnstuhl zu hocken. Du könntest deinen Beruf ausüben und hättest einen anständigen Verdienst und nicht nur 7.000 Franken Pension. Deine Frau bräuchte sich nicht so abzuplagen...»

«Ja, aber...»

«Und da dies alles nur dadurch gekommen ist, daß du von den Deutschen zur Wehrmacht gezwungen wurdest, so mußst du doch auch ein Anrecht auf Entschädigung haben.»

«Wer soll die denn bezahlen?»

«Das ist doch ganz klar! Der Schuldige!»

«Das wären also die Deutschen?»

«Sicher. Die heutigen Deutschen — die Erben von den damaligen Deutschen.»

«Aber Pier! Wie stellst du dir das denn vor?!»

«Ganz einfach, Neckel. Man legt einen monatlichen Betrag fest, multipliziert ihn mit den zwangsverbrachten Monaten eines jeden Zwangsrekrutierten und erhält so die geschuldete Summe.»

«Und die Deutschen rücken mit dem Zaster raus?»

«Unsere Herren Politiker müssen natürlich den nötigen Dampf dahinter machen.»

«Aber das geht doch in die Hunderte von Millionen!»

«Gewiß. Und die werden gemäß den Berechnungen an dich und deine Leidensgenossen verteilt. Und aus ist die Geschichte.»

«Aber Pier! Das geht doch nicht! Das sähe ja genau so aus, als ginge es uns nur «öm d'Mönz»! Das kann man doch nicht machen!»

«Du bist also der Ansicht, wenn die Deutschen schon zahlen wollen, dieses Geld in unserem Staatssäckel verschwinden soll?»

«Es wäre nicht so falsch. Denn schließlich: Wenn wir schon von den Deutschen Geld bekommen, wessen Verdienst ist das? — Doch nur das unserer Minister, die sich einzig und allein dafür eingesetzt haben. Sonst hat doch niemand etwas in dieser Sache getan!»

«Wie recht du hast, Neckel!»

«Also! Wie könnte ich oder sonst jemand da etwas von dem Geld verlangen?!»

«Ja, aber wollen die Deutschen denn überhaupt Pinke-Pinke herausrücken?»

«Natürlich! Das konntest du doch unlängst in der Zeitung lesen. Allerdings wollen sie es nicht auf die direkte Art tun. Das geht natürlich nicht. Da würden ja die andern auch alle kommen.»

«Die andern? Welche andern?»

«Nun, die auch Zwangsrekrutiert waren. Die Elsässer, die Lothringer, die Neu-Belgier usw.»

«Aber wie wollen sie dann die Sache regeln?»

«Indirekt! — Sie finanzieren den Bau einer Brücke oder eines Spitals oder sowas Aehnlichem. Und das gehört dann unserem Staat. Das ist doch schön von ihnen, nicht?»

«Aber dann bist du doch nicht entschädigt für deine verlorene Gesundheit! Was hast du

denn von einer solchen Lösung?! — Nichts! Garnichts!»

«O doch, Pier! — Was glaubst du, wieviel innere Zufriedenheit es mir gibt, wenn ich hier am Fenster sitzen und die Brücke oder das Spital sehen kann und mir dabei sagen darf: Das wurde durch dich erbaut!»

«Ist das dein Ernst, Neckel?»

«Aber natürlich! Außerdem hätte ich die Genußtuung, daß durch diese Lösung die gutnachbarlichen Beziehungen, die unsere Herren Politiker mit ihren Kollegen von jenseits der Mosel in mühevoller Arbeit geknüpft haben, nicht gestört würden.»

«Und damit wären die Voraussetzungen geschaffen, daß noch weitere unserer Minister hohe deutsche Auszeichnungen mit den dazugehörigen DM-Beträgen an ihre Brust geheftet bekommen könnten. Wäre das nicht viel mehr wert, als wenn ich kleiner Wurm ein paar lumpige Franken für das bißchen Gesundheit und Zeit bekäme?»

Da erhob sich der Pier und ließ den Neckel allein.

Und als er draußen war, da schüttelte er den Kopf und freute sich darüber, daß dieses Gespräch nur erdacht war.

Aber dann wurde er todernst und traurig. Denn er mußte daran denken, wieviele Neckel es gibt, die auf eine wirkliche Lösung dieses Problems seit Jahren warten!

Satiris.

Dunkle Wolken am östlichen Horizont

In der Tageszeitung «La Meuse-Luxembourg» lasen wir am 15. April dieses Jahres die Notizen von Jean Grandmougin. Letzterer ist hier in Luxemburg längst kein Unbekannter mehr. Seine Stimme ist noch recht vielen bekannt, als er noch Speaker auf der Langwelle von «Radio-Luxembourg» war.

Unter dem Titel: «Die wandernden Wissenschaftler», schrieb er eine doppelspaltige Abhandlung über das drollige Hin-und-Her von Atom-Forschern und Erbauern von Raketen, das sich in der Bundesrepublik Deutschland zuträgt. Eigentlich hätte dieser Artikel Sensation machen müssen!

Das tat er nicht. Die Gründe? Nun, die soll jeder selbst herausfinden. Es soll nur soviel gesagt sein: In Luxemburg haben manche Kreise genau dieselbe Einstellung der Bundesrepublik gegenüber, als sie sie bereits in den Jahren 1933 bis 1938 oder sogar bis 1939 hatten, als Hitler längst am Ruder war und Europas Todesgefahr war.

6 Les Sacrifiés

Zu Beginn seines Artikels legte Jean Grandmougin eine Liste vor, worin sieben dieser sonderbaren Wandervögel vorgestellt wurden. Nachfolgend kurz um wen es sich handelt:

1. Dr. Ehrenfried Petras, Mitarbeiter am microbiologischen Laboratorium für chemische u. microbische Waffen in Grafschaft, Westfalen. (Zog in den Osten).
2. Herbert Pratzelt, Physiker, ehemaliger Archivar des Informationsdienstes der Euratom in Luxemburg. (Zog in den Osten).
3. Dr. Peter Moebius, siedelte im Jahre 1968 von Lund (Schweden) nach Karlsruhe um. Man behauptet dort würde er an Atomwaffen für die Bundeswehr arbeiten.
4. Hans Wiczoreck, Attaché am Laboratorium für Atomphysik in Wildbach, Schwarzwald. (Zog in den Osten).
5. Gerd Stiller, Mitarbeiter am Max-Planck-Institut in Heidelberg. (Zog in den Osten).

6. Hermann Steffen, Experte der Turbo-Propulsion. (Zog in den Osten).

7. Prof. Klaus Breuer, Attaché am nuklear-physischen Institut der Universität Frankfurt. (Kam aus dem Osten und kehrte wieder dort hin zurück.)

Nette Wandervögel! Das muß man schon sagen. Aber auch gefährliche Wandervögel.

—o—

Im Jahre 1955 verpflichtete sich die Bundesregierung Deutschland, d.h. seine Politiker (und schon ist etwas faul an der Sache!) sich weder atomarische, bakteriologische, noch chemische Waffen zuzulegen. Auf jede auch nur scheinbare Anschuldigung hin, West-Deutschland besitze ABC-Waffen, reagiert Bonn dementierend. (Erinnert sich noch jemand an die Persil-Panzer und -Kanonen? Gar so lange ist's nicht her!). Nun, wie aber reimt sich das? Bonn behauptet immer, nicht im Besitz von ABC-Waffen zu sein. Dagegen werden aber Abwehrwaffen konstruiert. Wir behaupten: Wer die ABC-Waffen nicht kennt, dem ist es einfach unmöglich Abwehrinstrumente zu entwerfen und herzustellen.

Wenn nun aber die BRD keine Atomwaffen zu Hause herstellen darf, wird dann nicht versucht, diejenigen anderer herzustellen? Beispielsweise in Ägypten? Oder in Maos China? Was geht in Süd-Afrika vor sich?

In Israel arbeiten 70 westdeutsche Wissenschaftler im Chaïm Weizmann-Institut. Alle Forschungsergebnisse werden zwischen Israel und der Bundesrepublik ausgetauscht. Darob läßt sich das sehr gute Einvernehmen beider Staaten leicht erklären.

—o—

Vor kurzem brachte die Zeitung der KP Ungarns, Nepzazadsag, folgende sensationelle Nachricht:

«Westdeutsche Wissenschaftler sind in den Geheim-Regionen des kommunistischen Chinas im Begriff, neuartige Raketen nachzuregulieren, fertigzustellen. Sie arbeiten nicht nur für Peking, sondern auch für Bonn, das so das Abkommen von Potsdam zu umgehen sucht, laut welchem Deutschland jedwede nukleare und balistische Forschung untersagt ist.»

Was ist davon zu halten?

Im Diplomatenkampf, den sich Ost und West liefern, fällt es recht schwer die dort in heillosem Durcheinander gesponnenen Knäuel zu entwirren. Gelingt es ein Ende dieses Garns zu erfassen, so vermag man, wenn auch nicht mühelos, ihm nachzugehen. In diesem Falle heißt das Ende: Prof. Wolfgang Pilz.

Pilz ist Raketenbauer und ein alter Bekannter von Wernher von Braun. Beide waren in Peenemünde zusammen. Braun meint von Pilz, dieser sei damals nicht gerade der «blendeste» gewesen.

Wie dem auch sei, Pilz ist heute eine bekannte Persönlichkeit. Er arbeitete in den fran-

Ignis

Machines à laver - Réfrigérateurs -
Cuisinières à gaz - Congélateurs -
Boyleurs

zösischen Laboratorien von Vernon an der Rakete «Véronique». Dann fand man ihn wieder in Ägypten, wo er einer Equipe von 450 deutschen Wissenschaftlern vorstand. Dort fühlte der Pilz sich bedroht. Die Israelis wollten ihn pflücken. Da verließ er schleunigst die Ufer des Nils und kehrte zurück in die Bundesrepublik, wo er sich auch recht unsicher fühlte. Er bat Bundeskanzler Erhardt um Hilfe und Schutz. Von jenem Augenblick an verschwand er gänzlich von der Bildfläche. Vor kurzer Zeit, ließ dann die Zeitung «Welt am Sonntag» durchblicken, Pilz könnte sich sehr wohl bei den chinesischen Nuklear-Stationen im Sinkiang befinden. Vorher hatte die sowjetische Agentur Novostni die Nachricht von Pilz' Aufenthalt in China in Umlauf gebracht.

Wenn man weiß, daß Bundeskanzler Kiesinger nicht abgeneigt ist das kommunistische China Mao Tse Tungs offiziell anzuerkennen, daß Bundesaußenminister Willy Brandt dankt mit China einen Handelsvertrag abzuschließen, daß mit Japan zusammen die Bundesrepublik Maos größter Lieferant ist, dann liegt die Frage nahe: Ist Pilz nicht doch mit der Einwilligung Bonns nach dem fernen Osten gereist, um dort die chinesischen, aber auch die bundesdeutschen Raketen herzustellen? Ob nicht etwa genau dieselben Abmachungen getroffen wurden, wie seinerzeit, als Pilz Nassers erster Mann war? Damals wurden alle Resultate den Bonner Stellen mitgeteilt.

Allenfalls ist es Grund zur Sorge, wenn ein Wolfgang Pilz in den Raketenbasen des Sinkiang spazieren geht. Was den Herren Deutschen zu Hause verboten ist, tun sie eben anderswo. Mit dem uns angeborenen Mißtrauen unsern deutschen Nachbarn gegenüber (haben wir sie nicht bereits bis zum Überdruß kennengelernt?) ist angesichts noch manch anderer sehr negativen Begebenheiten (man denke doch bloß an die vielen frei herumlaufenden SS-Mörder à la Hempen in Oldenburg, an das Verjährungsgesetz, an die NPD, die Nationalzeitung, um nur an einiges zu erinnern) aus dem bundesdeutschen Land, unsere Behauptung nicht zu widerlegen:

Am östlichen Himmel ziehen schon wieder schwere Gewitterwolken auf. Und wer das Wetterleuchten nicht wahr nimmt, der ist mit Blindheit beschlagen!

sn

Les Sacrifiés 7

Ob er der richtige Mann ist?

«L'auteur de cet aperçu historique n'a pas d'autres prétentions que de fournir une contribution à l'histoire de l'occupation allemande et de la déportation. Il serait reconnaissant pour tout détail qui pourrait compléter ces données».

Mit diesen beiden Sätzen in Versalschrift endigte am Fuße auf Seite 193 der Spezialnummer des «RAPPEL» (revue mensuelle de la LPPD, avril/mai 1969) die 14-seitige «geschichtliche Übersicht» über «Le Luxembourg sous l'occupation allemande» par Aloyse RATHS.

Allerdings brauchte man schon garnicht bis zum Schluß der 14 Seiten zu lesen, um zu erfahren, daß man es nur mit einem «Beitrag» zur Geschichte der deutschen Okkupationszeit Luxemburgs zu tun hatte. Denn jedem avertierten Luxemburger war schon nach dem Durchlesen der ersten Seiten das klar, was H. Raths dann zum Schluß seiner langen Aufzählung schrieb, nämlich: Geschichte der deutschen Okkupation und — — der Deportation. Das ist verständlich. Nicht verständlich ist hingegen der hochtrabende und ganz sicherlich irreführende Titel, den H. Raths über seine Aufzählung stellte:

Le Luxembourg sous l'occupation allemande.»

Jeder geschichtlich interessierte Leser, und ihrer gibt es nicht Wenige, fand sich dadurch elendig hinters Licht geführt. Hatte er sich doch an diese lange Lektüre herangemacht, in der Hoffnung, hier endlich einmal eine Zusammenstellung vorgelegt zu bekommen, welche unvoreingenommene, objektive Darstellung aller Daten und Begebenheiten sei, die Bezug auf die deutsche Okkupation Luxemburgs haben. Mitnichten. Es blieb beim «Beitrag» zur Geschichte.

Wenn der einstige «Alois» Raths, «der vor seiner Arbeitsdienstzeit als Volksschullehrer tätig war», und damals glaubte, — es war Anfang 1943 in dem «eine Zeitlang polnisch gewesen Land», — «hier im Osten steht dem Arbeitsdienst noch eine umfangreiche Kulturarbeit bevor», und wo er «auch zur soldatischen Härte u. zur Mannhaftigkeit erzogen werden sollte», «denn es ist ja die Hauptaufgabe, die der Führer dem RAD gestellt hat: die deutsche Jugend zur Arbeitsfreude zu erziehen», u. der deutsche Arbeitsmann arbeitet nicht aus Liebe zum Lohn, sondern aus Liebe zur Arbeit und zum Volk», wenn der heutige Herr «Aloyse» Raths, commissaire à la Résistance, seinen Beitrag zur Geschichte der deutschen Okkupation Luxemburgs vervollständigen möchte, muß er, wie er in Aussicht stellte, sich noch vielen Resistenzler, «Anciens Combattants», »Marquisards» und Zwangsrekrutierten gegenüber dankbar erweisen. Ob er das tun wird? . . .

Ob er der richtige Mann sei? Solch eine Frage! Aber ganz bestimmt ist gerade er wie kein anderer dazu geeignet, Beiträge zur Geschichte zu liefern. Und das umso mehr als er seit kurzem, laut Memorial, dem illusteren Gremium in Luxemburg angehört, das dem «Europäischen Komitee zur wissenschaftlichen Erforschung der Ursachen und Folgen des Zweiten Weltkrieges» angehört. Er gehört eben diesem luxemburgischen Gremium an, das die 40 Exemplare der vormonatigen Nummer des «Les Sacrifiés» zurückbehält, welche im Hotel Konz abgegeben worden waren und für die ausländischen Mitglieder besagten Komitees bestimmt waren.

Und da sollte er nicht der richtige Mann sein? - - -

Nach dieser kurzen Exkursion, wenden wir uns wieder dem «Beitrag zur Geschichte» zu. Für einmal mehr konnten wir feststellen wie vergesslich die Menschen doch eigentlich sind. Behaupteterweise sollen daran die sich auf eines jeden Hauptes anhäufenden Jährlein Schuld sein! Wir Zwangsrekrutierte hätten allerdings nicht angenommen, daß H. A. Raths, (in seinem Alter!), bereits an Gedächtnisschwund litte. Als ehemaliger «Enrôlée de force», — jawohl, das war er!, — der immer betuernd vorgibt, für die Sache seiner Leidensgefährten einzustehen, hätte er bei seiner Aufstellung von Daten und Begebenheiten über die deutsche Okkupationszeit Luxemburgs sich weit besser erinnert an all das, was mit der völkerrechtswidrigen Militär-Deportation der weiblichen und männlichen Angehörigen der Jahrgänge 1920 bis 1927 zusammenhängt. Aber wie gesagt: Gedächtnisschwund!

Wie schrecklich, wenn ihm nun nachträglich die Resistenzler, die nicht LPPD sind, weil sie keine «prisonniers politiques» waren, (wie konnten sie das nur versäumen?!), die «Anciens Combattants», die «Marquisards» und last not least der großherzogliche Hof und die letzten Überlebenden der luxemburgischen Exil-Regierung, auch noch auf den Buckel kletterten? Armer Alois! Daran hättest Du doch denken müssen!

Nun, wer glaubt wir wären ihm nachträglich Gram oder gar böse, der irrt. Nein, nein, ganz im Gegenteil. Wir halten uns — und die andern vorhin Erwähnten werden sich ganz sicherlich bescheiden unterordnen und einreihen, immerhin ist er der «große Manitu» — an seinen letzten Satz, den wir eingangs zitierten: «Il serait reconnaissant . . . »

Also bitt' schön.

«Nous fournissons.»

2.8.40 — Dr. Hans Globke, Mitverfasser der berüchtigten «Nürnberger Rassengesetze» und Judengesetzkommetator spricht über der Luxemburger Staatsangehörigkeit zum Dritten Reich, sowie über Juden, Zigeuner, Neger usw. . . .
Von rund 3000 luxemburgischen Juden kamen 2400 um.

21.8.40 — In Esch-Alz. kündigt Gauleiter Gustav Simon drastische Massnahmen gegenüber allen Luxemburgern an, die sich nicht zur VDB melden.

1.1.42 — Die luxemburgische Exil-Regierung unterzeichnet in Washington die Deklaration der Vereinten Nationen, womit sie sich engagierte, alle militärischen und wirtschaftlichen Massnahmen gegen die Mächte der Achse anzuwenden.

6.6.42 — Marcel Servais, Resistenzler und Passeur wird von den Nazis in der Zitadelle von Besançon erschossen.

12.6.42 — Unterzeichnung der Erklärung von St-James Palace (London) durch die luxemburgische Exil-Regierung: Krieg gegen die Mächte der Achse bis zu deren vollständigen Niederlage.

1.8.42 — Gauleiter Gustav Simon in einer Rede: «Luxemburg ist dem Reich einverleibt.» Damit wollte er die Einberufung verschiedener Jahrgänge der luxemburgischen Jugend zur Wehrmacht rechtfertigen.

31.8.42 — Deportation der streikenden Schüler nach Stahleck,

Deportation der streikenden Schülerinnen nach Adenau,

Deportation der streikenden Lehrlinge nach Ruwer.

15.15.42 — Emil Krier, ehemaliger freiwilliger Spanienkämpfer wurde in Irun, an der spanisch-französischen Grenze, von spanischer Polizei an die GESTAPO ausgeliefert. Er war im KZ Dachau vom 30.4.43 bis Mai 1945. Die luxemburgische Exil-Regierung half ihm nicht, als er sich im Lager von Miranda-del-Ebro befand.

10.12.42 — Hilferuf der luxemburgischen Resistenz an die Exil-Regierung in London.

4.1.43 — Dringender Hilferuf der luxemburgischen Resistenz an die Exil-Regierung in London.

5.1.43 — Die luxemburgische Exil-Regierung unterzeichnet das Protokoll über die Kriegsverbrecher. Darüber legifizierte die luxemburgische Abgeordnetenkammer am 2.8.47.

10.2.43 — Verordnung über den weiteren Kriegseinsatz des RAD für weibliche Jugend Luxemburgs (KHD).

4.3.43 — Dringender Hilferuf der luxemburgischen Resistenz an die Exil-Regierung in London.

23.3.43 — Dringender Hilferuf der luxemburgischen Resistenz an die Exil-Regierung in London.

10.7.43 — Verordnung über Massnahmen gegen Wehrpflichtentziehung (RAD und Wehrmacht) rückwirkend auf den 30.8.42. (Berüchtigte Sippenhaftung.)

21.2.44 — Gauleiter Gustav Simon erklärt: «Die Eingliederung Luxemburgs steht noch aus.» Damit widerlegte er seine früheren Aeusserungen.

26.4.44 — Der Zwangsrekrutierte Emile Boissenet aus Harlingen wird in Lyon von den Nazis hingerichtet.

17.8.44 — Im Frontabschnitt NEWEL flüchten 9 Luxemburger zu den Russen. 7 werden von den Deutschen erschossen, 2 gelangen zu den Russen. Tags darauf erleiden die Deutschen schwere Verluste.

30.1.45 - 122 Zwangsrekrutierte werden in Sonnenburg bei Slonsk, erschossen.

11.5.45 — 200 Zwangsrekrutierte treffen in Petingen ein. Sie kommen aus dem PW-Camp in Compiègne.

5.11.45 — Vierzehn Monate nach der Liberation Luxemburgs kehren 430 von 991 Zwangsrekrutierten aus dem Schreckenslager Tambow (Russland) heim. Die andern waren vorher an Entbehrungen und Krankheiten gestorben.

Hiermit möchten wir Hrn. A. Raths fürs Erste bei seinem «geschichtlichen Beitrag» behilflich gewesen sein. Für weitere Auskünfte stehen wir zur Verfügung.

dA

Chambre des Députés

Kurzgefasster Tätigkeitsbericht No 20.

16. Sitzung, Mittwoch, den 26. März 1969

Stellungnahme der Regierung

Madame Frieden, Minister für öffentliche Gesundheit.

«Kriegsopfer

Ich werde mich ernsthaft mit dem Problem der Kriegsopfer beschäftigen. Durch den Erlass vom 17. März letzten Jahres wurde der Aufgabenbereich der Rentenkommission erweitert, indem sie mit der Prüfung der späteren Krankheitsfolgen der Kriegsopfer sowie mit der statistischen Erfassung der pathologischen Erscheinungen der Luxemburger, welche umgesiedelt oder Kriegsgefangene waren, beauftragt

wurde. Sie wird ein Gutachten abgeben über das Verhältnis von Ursache und Wirkung der späteren Krankheitserscheinungen und den Kriegsgeschehnissen. Ich glaube, dass der Nachweis der Herkunft der Krankheit durch dieses System ersetzt werden kann und den Gesuchten Genugtuung geleistet wird. Auf dass die Kommission zukünftig noch schneller arbeiten kann, habe ich die Zahl der Mitglieder erhöht. Dieser Ausschuss setzt sich aus Beamten und Vertretern der Resistenzler und Zwangsrekrutierten zusammen. Die Voraussetzungen für eine grosszügige Auslegung des Gesetzes und endgültige Lösung des Problems, sind also weitgehendst gewährleistet.»

Ons Oktavmass

All Joer während der Muttergottesoktav göt an der Cathedral eng Mass gehälen fier all Médercher a Jongen, de' am lèschten Weltkrich gefall oder vermösst sin. De' Mass gouv gleich nom Krich vun den Elteren vun desen Onglècklechen gestüft. Dest Joer gouv se gehälen e Freideg, den 2. Mé.

Op desem wierklech e'ischte wârme Fre'joersdâg, hât kuerz virun élew Auer èng grouss Zuel vu Leid sech op der Constitutio'nsplätz afond. Al Leid woren et — t'Elteren vun de gefälene a vermösste Médercher a Jongen, mais âwer och nach soss Frâen a Männer, de' hiren Gesiechtzich no ze schle'ssen, och schon nôt me' de' Je'ngst sin, nämlech: t'Enrôlés de Force. Hinnen all geseit én ôf, dat Léd, Suer-gen, Verwonnungen a Krankhéten si ureg gezé-chent huet.

Muencherén, dén t'lèscht Joer nach derbei wor, huet des Ke'er geféht. T'Zuel vun dénen, de' zenter dèr lèschter Oktav gestuerwe sin, ass erschreckend he'ch. Allen hu mer an der Mass geduecht an hémlech, v'leicht e bes'chen egoistesch gehofft, nach me'glechst lãng mat derbei ze sin. Un der Hoffnung liewt de Mõnsch. Ké wés dât besser we' t'Elteren, de' hier Kanner am Krich, an och nach duerno verluer hun. An âwer och ganz secher wössen t'Enrôlés de Force dât.

Aus ville Sektio'nen wâre stãrk Délégatio'nen mat hire Fändelen komm. Et wor èng imposant Prozessio'n, de' an t'Kathedral gezun ass, virop t'Fändelen, dann de Monerecher Kannerkuer, (de klèng Se'nger hâten dest Joer ro't Pulloveren a blo Be'ckselcher, resp. Räckelcher un; ganz l'ew woren se iwigens an hire neie Klé-der.) an hannen drun t'Elteren an t'Enrôlés de Force.

An der Cathedral hâten se et nôt liecht e Stull ze fannen. Oemmer me' Leid gin sech èng Plätz am vieraus sichen.

Jiddefalls, we' den Doumorganist, den Här Leblanc an t'Regeschter vun der grousser Kathedralsuergel gegruff huet, wor de Mariendom gut gefüllt. Am Ku'er wor de Bischof, Mgr. Léon Lommel, u senger Seit den H. Abbé Claude. T'Mass gouv konzelebre'ert vun de Paschte'er, Jean Bichler, Henri Treff, Albert Lamborelle, Nicolas Rausch a Schram Norbert, alles âl Enrôlés de Force. T'Fändelen hâten lenks a rieds vum Ku'er Opstellung geholl.

Den Henri Treff huet seng Priedegt agelét mat de Wieder: «Önner dem Kreiz stung t'Mamm, t'Muttergottes». E selwecht Lous we' Si, hâtte vill Letzeburger Mammen am Krich er-fuer. Ganz vill Mammen hâten démols gestân, a sténgen och nach haut önner dem Kreiz, voller Verdross, Suer-gen, Kreiz a Léd. T'Wonnen wire bis haut nach nôt ausgehét. Muencher Mam a

Pap gingen nach ömmer op hire Jong wârdén, dén en onmõnschlechen Tyrann weit fort an t'Friemd geschléft hât. Fier all de' vill gudd Médercher a Jongen, de' mer haut me' we' je vermössen, ge'ng mer bieden.

Mais mir sollten âwer och t'Hèrzer opmãchen fier t'Problemer vun onser Zeit. De'jéneg Zwangsrekrute'erten, de' am Krich önner onmõnschlechen Oemstãnn hiert Liewe fier eis all, de' mer am Letzeburger Ländche liewen, hier-gin hun, de' a Russland an och ânerwärts mam Rousekranz an der Hand fier t'Frãihét gestour-we sin, si all hun eis e Verm'echtnes hanner-löss, woudurger mir opgefuerdert sin, derfir ze suergen, dat et alle Leid an eiser Hémecht gudd goe soll.

We' dât klèngt Annette Diederich als Solistin mat senger se'lwerheller Stömm den «Laudate Dominum» vum W.A. Mozart gesongen huet, dun huet muencherén èng hémlech Tre'n eweg-gebotzt.

Fier de 9. Ke'er hannert en nén, hun t'Mon-recher Kanner, önner der Lédong vun hierem Dirigent, dem Här Léon Krein, t'Mass fier de' gefälene a vermössten Enrôlés de Force mat hie-rem wonnersche'nen Gesank versche'ner. Ganz besonnesch gudd huet den «Alleluja» vum Haendel gefall.

Mais âwer och direkt gudd huet et ons ge-doen, dat des Ke'er t'Mass op Franse'sch resp. Letzeburgesch gehãle gouv. Mat grousser Sa-tisfactio'n hu mer dât note'ert.

Eppes gefällt eis nôt. Dât ass, dat weder den Haff, nach t'Rege'ring an dèr Mass sin, de' fier èng Onmass Letzeburger gehãle gött, de' hier Liewe fier t'Hémecht geaffert hun.

Verste' wie wöllt ! . . .

**Wann der Ere
„Sacrifiés“
geliess hut, da
récht en virun
am Bekannten-
an am Fröndes-
krés**

Im L. W. vom 3. Oktober 1968, lasen wir unter «Kondenzstreifen» einen Artikel aus der Feder von P. Scheifer, betitelt: «Zitate». Die darin festgehaltenen Zitate sind sehr bemerkenswert. Wir empfehlen diesen Artikel zur Nachlese, besonders aber zum Nachdenken, Die in diesem Artikel angesprochene Generation ist die der Kennedys, der wir «Enrôlés» nun eben angehören, ob wir das möchten oder nicht. Nachstehendem Aufsatz hätte man auch den Titel voranstellen können: Nichts ist gefährlicher . . .»

Zitate

Wenn man im Flugzeug über Europa nach Afrika oder Asien fliegt, überquert man in wenigen Stunden Meere und Länder, die ein Schmelztiegel der Geschichte gewesen sind. In Minuten lässt sich der Weg jahrtausendelanger Wanderungen überschauen; in Sekunden, nach flüchtigem Blick, läßt man Schlachtfelder hinter sich, auf denen Millionen von Menschen einst kämpften und starben.

Man sieht keine nationalen Grenzen, keine tiefen Klüfte oder hohen Mauern, die Volk von Volk trennen, nur die Natur und die Werke des Menschen: Häuser und Fabriken und Bauernhöfe, die überall die gemeinsamen Anstrengungen des Menschen wieder-spiegeln, sein Leben zu verbessern. Ueberall führen moderne Technik und moderne Kommunikationsmit-tel Menschen und Nationen näher zusammen, die Sor-gen des einen werden mehr zur Sorge aller. Und unse-re neugewonnene Nähe reißt die Masken ab, entlarvt die Illusion der Unterschiedlichkeit — die Wurzel von Ungerechtigkeit und Hass und Krieg.

Die Welt kann nicht bewegt werden von jenen, die sich an eine bereits absterbende Gegenwart klammern und die Illusion der Sicherheit jener Anregung und jener Gefahr vorziehen, die selbst der friedlichste Fortschritt bringt. Wir leben in einer revolutionären Welt; und unserer Generation, hier und überall in der Welt, ist größere Verantwortung aufgebürdet worden als je einer Generation vor ihr. Doch dies ist der Maßstab, an dem unsere Generation ihre Aufgaben messen muß. Viele Gefahren lauern dabei am Wege.

Die erste ist die Gefahr, einem Gefühl der Nutzlosigkeit zu verfallen, dem Glauben, daß es nichts gibt, was ein Mann oder eine Frau gegen das gewaltige Aufgebot der Uebel auf Erden ausrichten kann — gegen Elend und Unwissenheit, Ungerechtigkeit und Gewalt. Doch viele der grossen Bewegungen in der Welt des Geistes wie der Tat sind dem Wirken eines einzel-nen entsprungen.

Wenige nur werden die Größe haben, der Geschich-te eine neue Richtung zu geben, aber ein jeder von uns kann sich bemühen, einen kleinen Teil der Ereignisse zu beeinflussen, und in der Summe all dieser Taten wird die Geschichte unserer Generation aufge-zeichnet sein.

Die zweite Gefahr ist die, dem Zweckmäßigkeit-denken zu verfallen, dem Denken jener, die sagen, Hoffnungen und Ueberzeugungen müßten hinter den unmittelbaren Notwendigkeiten zurücktreten. Aber wenn es eines gegeben hat, was Menschen in aller Welt im Innersten berührte, dann war es der Glaube, daß Idealismus, daß hochgesteckte Ziele und tief verwur-zelte Ueberzeugungen mit höchst praktischen und und zweckmäßigen Vorhaben keineswegs unvereinbar sind.

Eine dritte Gefahr ist Zaghaftigkeit. Wenige Men-schen sind bereit, der Mißbilligung ihrer Mitmenschen, dem Tadel ihrer Kollegen, dem Zorn ihrer Gesellschaft zu trotzen. Moralischer Mut ist ein selteneres Gut als Tapferkeit in der Schlacht oder ohne Intelligenz. Doch es ist die eine wesentliche unerläßliche Qualität derer, die sich dem Wandel nur widerwillig beugen.

Für die Glücklicheren unter uns ist eine vierte Ge-fahr die Bequemlichkeit — die Versuchung, den leicht-ten und vertrauten Pfad des persönlichen Ehrgeizes und des finanziellen Erfolgs einzuschlagen, der jenen offensteht, die das Privileg der Bildung genießen. Aber das ist nicht der Weg, den die Geschichte uns vorge-zeichnet hat. Es gibt einen chinesischen Fluch: «Mö-ge er in interessanten Zeiten leben!» Ob es uns ge-fällt oder nicht, wir leben in interessanten Zeiten. Es sind Zeiten der Gefahr und der Ungewißheit, zugleich jedoch sind sie offener für die schöpferische Energie als jede andere Zeitepoche . . .

Und so weiter.

Obige Worte sind auszugsweise einem Buch mit dem Titel: «Suche nach einer neuen Welt» entnom-men, dessen Verfasser eben der Vertreter der Un-vertretenen, die Hoffnung der Elenden war. Robert F. Kennedy, der durch Mörderkugeln aus dem Kampf um die Präsidentschaft geworfene Senator von New York.

Prophetisch und tragisch zugleich liest sich das Wort eines italienischen Philosophen, das Robert Ken-nedy im gleichen Zusammenhang zitiert: «Nichts ist schwieriger zu beginnen, nichts gefährlicher durchzu-führen oder des Erfolges ungewisser als dies: sich bei der Einführung einer neuen Ordnung an die Spitze zu setzen.»

Nichts gefährlicher.

Er blieb auf der Strecke. Wie manche vor ihm. Wie sein Bruder, wie Martin Luther King. Und wurde, so kurz schon nach seinem tragischen Tod zum My-thos.

Weshalb? Das versteht, wer sein letztes Buch liest, das sein allerletztes bleiben wird.

Aber noch ist ein Kennedybruder übrig . . .

Und Ideen sind immer noch mächtiger gewesen als Kugeln.

P. Scheifer

«Drengt WORMELDINGER aus der
Wormeldinger Genossenschaftskellerei»

Tél.: 760 66

Missbrauch der Francophilie

«Missions spéciales au Luxembourg» heißt ein Buch, das der vor dem Krieg in Luxemburg ansässige französische Spion Archen vor einigen Tagen veröffentlichte. Eigentlich hätte der Titel lauten müssen: «Wie man sich mit fremden Federn schmückt» oder «die Kunst, aus anderer Leute Leder Riemen zu schneiden.»

Wie dem auch sei, zwei Tatsachen sind festzuhalten:

1. Der französische Spionagedienst lebte fast ausschließlich von dem Material, das ihm luxemburgische Patrioten unentgeltlich zur Verfügung stellten, weil sie Frankreich als Beschützer ihrer von Hitler bedrohten Heimat betrachteten.
2. Wie kam es, daß ein ausländischer Spion die höchsten Stellen unseres Staates ungestraft kompromettieren durfte. Archen macht in seinem Krimi nicht nur den Prinzen von Luxemburg lächerlich. Auch Minister wie Pierre Dupong, Josef Bech und Pierre Krier werden in peinlicher Weise als Agenten einer fremden Macht bloßgestellt. Prominente luxemburgische Gewerkschaftler und Mitglieder der Arbeiterpartei erscheinen ebenfalls als Hampelmänner, deren Fäden von einem als Weinhändler getarnten Berufssoldaten gezogen werden. Eine Rolle, die den Vertretern der Werktätigen nicht zur Ehre, dem Ansehen unseres Landes jedoch zum Schaden gereicht.

Abschliessend bleibt zu bemerken, dass der Geheimdienstler Archen die pro-französische Einstellung zahlreicher Luxemburger schamlos mißbraucht hat, um sich auf ihre Kosten das Monopol der Lorbeeren zu sichern. Der jahrelange Vorkriegskampf unserer Landsleute gegen Hitler und ihre uneigenützigen Verdienste werden von der ekelerregenden Geltungssucht des französischen Spions zur Tätigkeit von «Informanten» herabgewürdigt. In diesem Sinne ist die Veröffentlichung des Buches «Missions spéciales au Luxembourg» zu einer Belastung der Beziehungen zwischen Frankreich und Luxemburg geworden.

d.f.

Letzeburgesch an der Kirech

An de Joeren no dem lèschte Krich, a besonnesch an der Zäit nom Konzil, gouv vill geschwät iwert onse letzeburgesch Dialekt an der Kirech. Geschiwe gouv och scho' me' we' es iwer dat Thema.

Et ass gans klor, dat zönter dem vu Roum erlabtene Gebrauch vun der jéweileger Landesspröch während de liturgische Feieren an der Kirech, et hei zu Letzeburg zu Kontroversen huet misse kommen. Vun Ufank un gouv gefuerdert, et misst alles op Letzeburgesch an der Kirech geschwät a gebi'ed gin. Des Fuerderong ass be-rechtigt. Et verstét én áwer och, dat et këng licht Säch

ass, vun haut op már all de' söllegen Texter an onsen Idiome ze iwersetzen. Wien nómme fir zwé Sou Ahnong huet, wát dat fir èng Arbecht ass, muss ons hei Recht gin.

Dat et èng Onmass Leid am Land göt, dénen 't dáitsch Spröch alles ánescht we' Musek an den U'eren ass, ass no dem inhumanem Behoulen vun den Dáitschen am Krich vun 1940 bis 1945 ze verstoen. Déne söllegen Letzeburger, de' de' Hären Dáitsch so ureg maltraite'ert hun, gét dáitsch Spröch schwe'er op 't Nerven.

Göt eppes gemäch fir dat ze vermeiden?

Ganz bestómmt! Mir wössen, dat am Bistum dru geschafft göt, fir de Paschte'er fex a fêrdeg Texter vierzeléen. Des Initiativ ass ze begre'ssen. Bis dass et esou wáit ass, kënten jo esou Texter, de' bis elo vierwiegend op dáitsch, eben vierwiegend op Franse'sch gebi'et gin. Ons offiziell Spröch ass Franze'sch. A grád an der Säch, misste mer ons dach e'er un ons westlech, we' un ons östlech Noperen uléenen. Gudd noperschaftlech Beze'hungen hu mer, bis elo, jo nach nót mat dénen Hären Dáitsch!

Mir hun náischt ge'nt dem Goethe seng Spröch. Wa mer áwer 't Dáitsch exklusiv an onse Kierchen uwenen, wár dat nach láng nót dat Fáint. Wien erónnert sech nach un dem Quisling Kratzenberg sáin Ausspruch: «E Vollék, dat dáitsch bi'ed, ass dáitsch!» Wa mer de' Spröch esou wáit ewe' me'glech aus onse Kierchen éliminé'eren, da brauch de Prof. Fernand Hoffmann sáin Mischi och nót me' froen ze lóssen: «Papa ass den Herrgott e Preis?»

Dém do u'wen, dém seng Hand duerch 't Welt Natio'ne léd, ass et ganz égal we' an a wát fir ènger Spröch é bi'ed. Mais mir Letzeburger wölle jo beileiwe këng Preise sin. An dat wés Dén do u'wen och!

We' gesót, gudd Usätz fir de Gebrauch vun onsem Letzeburgesch an der Kirech sin do. A ganz ville Pören he'ert é nómme nach ganz we'neg dáitsch. Et ass ze wónschen, dat och de Rescht sech en Exempel höllt un dénen áneren.

E ganz frappant Beispil an der Richtong, wor 't Mass an der Cathedral, de' fir de' Gefálen a Vermósssten aus dem Krich konzelebre'ert gouv, wouriwer mir ons op ánerer Plätz an desém Bulletin belouwt hun.

Esou we' mer den Här Beschof an och sáin Koadjutor, de Mgr. Hengen kennen, wárde si alles druset-

ça . . . c'est du vêtement

ESCH-ALZETTE
118, RUE DE L'ALZETTE

zen, fir dem Vollék Satisfaktio'n ze gin. Entre temps áwer, sollen 't Paschte'er de gudde Wölle weisen an esou vill we' me'glech Letzeburgesch an der Kirech schwätzen.

Dat er der nach göt, de' esouguer op preisesch pri'e-degen, ass me' we' bedauerlech. Op se och da preisesch schwätzen, wann se gären eppes vun de Leid hätten?..

HR

Avis

Wann Dir ons schreiw, siew et der Fédératio'n, der Associatio'n oder der Rédactio'n, dann adresse'ert Aer Bre'f un dé Comité, un dén Dir lech wenne wóllt, áwer ómmet mat dem Vermierk:

CASE POSTAL 17
Luxembourg-Gare

oder

CASE POSTALE 2415
LUXEMBOURG-GARE

Domat sit Dir secher, dat ár Korrespondenz se'er den Destinatar érech.

Am gleichen Zesammenhank déle mer Iech mat, dat den Nummer 17 vun onser Case Postale nach Gültégkét huet bis Enn 1970.

Dén neie Numero ass: 2415.

Enger Matdélong vun der Post zúfolleg, bestét këng Schwieregkét, wann't Korrespondenz elo schon dén neie Numero dré't.

Lu pour vous

R.L. - 25.2.69

ADOLF II

Selon M. von Thadden, il entrera entre 40 et 60 députés N.P.D. au Parlement de Bonn lors des élections législatives qui se dérouleront cet automne en R.F.A.

Pour y parvenir, il compte dépenser, lors de la campagne, quelque 12.500.000 de nos francs actuels, ce qui représente un fameux «paquet», surtout si l'on songe que cette formation politique ne dispose, pour toute l'Allemagne de l'Ouest, que de 33.000 membres-cotisans.

Faites la division et vous constaterez que chaque «néo-nazi» devrait cotiser la bagatelle de 377.000 A.F. pour couvrir seulement les frais de ladite campagne. Logiquement, c'est impensable.

Mais, alors qui finance cette formation?

La réponse réside sans doute dans cette déclaration de M. von Thadden lors du congrès de Schwabach: «Le N.P.D. est plus fort que jamais et plus puissant que l'imaginent ses adversaires».

Le plus étonnant c'est que personne, ou presque, ne semble prendre au sérieux et moins encore au tragique, les menaces de «Adolf II».

A croire, que l'histoire d'Adolf Ier n'était qu'une légende mythologique...

Roger ORMILLIEN.

«t» - 20. 2. 69

770 000 DM bezog bisher der Blutrictet Dr. Joachim Rehse, Kammergerichtsrat beim Bluttribunal des Roland Freisler, an Pension. Er hatte 131 Menschen auf das Schaffot geschickt. Die meisten von ihnen hatten nur ein Wort gegen das Terror-Regime gegenüber Verrätern ausgesprochen oder einen der damals zahllosen politischen Witze erzählt. Trotzdem sprach ihn sein Kollege, Kammergerichtsrat Dr. Oske, von der Anklage des Mordes frei. Rehse will jetzt ein Anwalt-Büro aufmachen. Es besteht kein Zweifel daran, daß er bald zahlreiche sehr zahlungskräftige braune Klienten haben wird. Die hohe Pension geht natürlich weiter. Witwen der von ihm Ermordeten bekommen pro Person eine monatliche Hinterbliebenenrente von 330 DM, der Mörder erhält das Vielfache an Pension.

Nicht nur in Deutschland, nein, auch im Ausland wird man bald Hunderttausende Male das Sonderflugzeug Hitlers, die «Ju 52 - D 2201» im Bild sehen. Diese dreimotorige Junkers 2201 wurde seinerzeit von der Deutschen Lufthansa der NSDAP geschenkt, wohlgerne vor 1933. Hitler flog mit der Maschine von einer Großstadt zur andern, um seine berüchtigten Hetzreden zu halten. Die Deutsche Lufthansa war zwar eine Gesellschaft mit starker Beteiligung des Reiches, aber die damaligen Reichsregierungen hatten gegen diese Finanzierung der Nazipartei ebensowenig etwas einzuwenden wie man heute wieder die neue Nazipartei finanziert. Das Bild von der «Ju 52» mit der Nummer «D-2201» ist auf 20 Millionen Briefmarken zu sehen, die jetzt herausgekommen sind. Die Deutsche Lufthansa, erklärte ein Sprecher der Bundespost, habe der Post das Flugzeugbild zur Verfügung gestellt, weil die Post Gedenkmarken «50 Jahre deutscher Luftpostverkehr» herausgebe. Die Nummer «D-2201» ist sehr deutlich auf der Briefmarke zu sehen. Bundespostminister ist Dr. Richard Dollinger, 2. Vorsitzender der rechtsradikalen bayrischen CSU (Christlich-Soziale Union, die bayrische Schwestern-Organisation der CDU).

Wer bezahlte die NSDAP bis zum 30. Januar 1933? Die Antwort wird lauten die Schwerindustrie. Stimmt haargenau, sie steckte, was heute allgemein bekannt ist, Millionen von Reichsmark in ihr politisches Unternehmen und bekam es tausendfach in Form von Rüstungsaufträgen zurück (wertbeständig natürlich). Heute werden erst verschämte Presseorgane der neuen Nazis mit großen Inseraten unterstützt, mehr wird noch kommen. Milliardäre von heute zahlen schon wieder, und Adolf II. (von Thadden) kündigte einen Wahlkampf von einem Umfang an, daß den Gegnern Hören und Sehen vergehen wird. Wir zweifeln nicht daran, daß er dies tun wird, das Geld hierzu ist vorhanden.

Kiesinger couvre les «petits nazis».

Le gouvernement de Bonn vient enfin de prendre une décision très importante: il renonce partiellement à la prescription des crimes nazis qui devait intervenir à la fin de cette année. Les poursuites qui, en matière criminelle, conformément à l'article 67 du code pénal, sont impossibles au bout de vingt ans, avaient été autorisées pour cinq nouvelles années en arguant du fait que la République fédérale était née en 1949. Toutefois, à la fin de 1969, sauf décision contraire, les crimes du Troisième Reich devaient être définitivement prescrits.

Selon la ligne ondoyante de perpétuels compromis qu'il affectionne, le cabinet de Bonn a refusé la solution courageuse qu'avait proposée M. Heinemann, ministre de la Justice, avant son élection à la présidence de la République. Celui-ci voulait l'abolition pure et simple de la prescription pour les crimes de sang sans distinction: qu'il s'agisse de l'assassinat passionnel ou du meurtre des juifs d'un ghetto. Le parti social-démocrate, dont M. Heinemann est membre, avait fait sienne cette thèse que défendait, au sein du cabinet, l'actuel ministre de la Justice et ancien collaborateur immédiat de M. Heinemann, M. Ehmke.

«Les intentions criminels»

Le chancelier Kiesinger, sous l'influence de l'aile droite du parti chrétien démocrate, qui redoute une mesure impopulaire avant les élections, a préféré une solution intermédiaire. Un ancien secrétaire d'Etat à la Justice, M. Walter Strauss (qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme bavarois) avait donné le ton en écrivant un mémoire sur la «prescription différentielle». Un autre projet, dû à M. Hochehl, ancien ministre de l'Agriculture, remontait à 1962 et proposait un délai de trente ans. Le texte actuel, qui doit encore être revu dans le détail, tient compte surtout des intentions du criminel. Comme l'a déclaré mercredi soir le porte-parole du gouvernement fédéral, il est impossible «de ne pas prendre en considération le problème de savoir si un délinquant est devenu tel sans volonté personnelle et sur ordre du régime alors régnant.»

C'est donc sur la situation individuelle de l'assassin, dont le tribunal peut seul apprécier la nature, que se fera la discrimination entre crimes prescrits et non prescrits. Selon qu'il a agi en état de «contrainte irrésistible» ou à titre personnel en outrepassant ses ordres ou en les exécutant alors qu'il aurait pu s'en abstenir, l'ancien S.S. ou le médecin maudit pourra ou non échapper à la justice. Il s'agit, en fait, de la codification d'un système existant déjà et qui a permis des verdicts d'une scandaleuse indulgence. Il est introduit au stade de la procédure d'instruction. Cela implique toutefois que les poursuites devront être entreprises au-delà du 31 décembre 1969 pour tous les cas, ne serait-ce que pour savoir s'ils sont ou non prescrits.

Dans toute l'affaire, M. Kiesinger, ancien membre du parti nazi, ne s'est guère distingué par son courage politique. Il s'est montré le partisan de la solution la moins dure envers les criminels de guerre. Il a dû toutefois faire la moitié du chemin en direction des sociaux-démocrates. Le fait que ces derniers aient renoncé à la rigueur de leurs principes et se sont ralliés à une

solution somme toute bienveillante pour les anciens criminels qui, par dizaines de milliers, n'ont pas été jugés, semble imputable à la peur de mécontenter l'électorat. Les deux tiers des Allemands estiment que l'on a trop parlé des crimes de guerre et qu'il est grand temps de passer l'éponge.

Il n'en reste pas moins très regrettable que des considérations de politique intérieure aient prévalu sur l'équité: les Nations unies s'étaient prononcées contre la prescription du génocide et le gouvernement allemand, en refusant de la supprimer purement et simplement, a perdu une bonne occasion de prouver qu'il entendait rompre devant l'opinion internationale avec un passé peut-être gênant, mais certainement pas oublié.

Paul-Jean Franceschini

R. L. - 25. 4. 69.

Scandaleuse indulgence ou Meurtrier sous le couvert de la justice allemande

Hempen, le bourreau du Fort de Metz Queuleu acquitté.

La brute sanguinaire, ce nommé Georg Hempen, ancien SS, qui remplit actuellement en République Fédérale d'Allemagne les fonctions de commissaire de la police a été acquitté par le tribunal d'Oldenburg (Basse-Saxe).

Ce tribunal d'Oldenburg, comme d'ailleurs antérieurement ceux de Trêves et de Sarrebruck, n'a pas reconnu la preuve apportée par les témoins français que Hempen est bien l'assassin de 35 Français. Le président du tribunal oldenbourgeois, M. Rudloff estimait que les «seuls témoins valables sont morts...» et que ceux en état de déposer «ont menti». Aux anciens de la Gestapo, se présentant à la barre pour déposer, il dit: «Ne déclarez rien qui puisse vous nuire par la suite», les mettant ainsi à l'aise, s'il l'eut fallu.

Par contre, le défenseur de Hempen, Me Martin Dethlefs, s'en pris aux combattants français de la Résistance, les qualifiant de «Général Verbrecher», de vulgaires criminels.

En Lorraine, comme chez nous, on s'indigne, et à juste raison.

Nous en reviendrons dans notre prochaine édition.

sn

L.W. - 20.02.69

DEUTSCHER ORDEN AN SPANIENS ZENSOR

cbk Um einen Rest des 1945 völlig zerstörten deutschen Staatsbewußtseins zu retten, beschloß die Bundesregierung seinerzeit die Einführung eines Verdienstordens, der in mehreren Stufen verliehen wird. Der vom ehemaligen Bundespräsident Theodor Heuß gestiftete Orden soll Leistungen honorieren, die zum Wiederaufbau im politischen, wirtschaftlichen oder kulturellen Bereich beigetragen haben. Unter Bundespräsident Lübke nahmen die Ordensverleihungen allerdings lawinenartige Ausmaße an, was ihrer Exklusivität zwangsläufig Abbruch tat. Inzwischen gibt es in der Bundesrepublik kaum einen bekannten Politiker, Wirtschaftsführer oder Künstler, der nicht im Besitze dieses Bundesverdienstkreuzes wäre.

Während die ältere Generation in der Bundesrepublik noch ein höchst romantisches Verhältnis zu Orden und Titeln hat, legt ein Großteil der jüngeren Deutschen auf «Lametta» nur geringen Wert. Noch vor Jahren entdeckte man auf den diversen Bonner Empfängen kaum eine ungeschmückte Frackbrust. Heute hingegen lassen die meisten Ordensträger ihr Blech zu Hause. Gewiß ist dies nur zum Teil auf zivile Ansichten zurückzuführen. In zahlreichen Trägern der niederen Ordensstufe nagt auch die Eifersucht auf jene Honoratioren, denen mit dem Kreuz gleichzeitig ein Stern und ein Schulterband überreicht worden war.

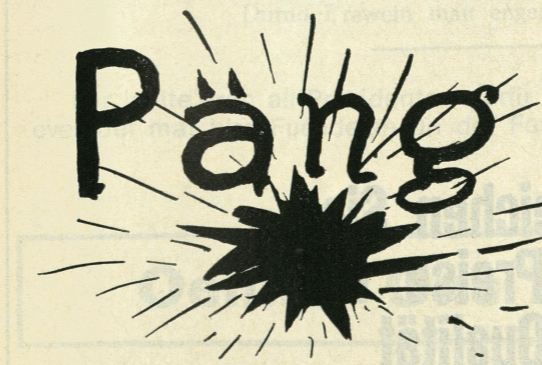
Eine der Hauptursachen der Abwertung dieses deutschen Ordens ist indessen die Instinklosigkeit, mit der die Bundespräsidialkanzlei ihre Auswahl trifft. Wäh-

rend die Bundesregierung der rechtsextremen NPD den Kampf angesagt hat, wurde dem spanischen Informationsminister Manuel Fraga Iribarne das «große Bundesverdienstkreuz mit Schulterband und Stern» verliehen. Seit der Einführung des Ausnahmezustandes in Spanien ist Iribarne Francos oberster Zensor, der darüber zu wachen hat, daß nur solche Informationen an die Öffentlichkeit dringen, die mit den Vorstellungen des Regimes übereinstimmen.

Als dieser empörende Vorgang bekannt wurde, richteten die Bundestagsabgeordneten Raffert und Matthöfer Dringlichkeitsanfragen an die Bundesregierung, in denen sie um Klärung des Sachverhaltes ersuchen und sich darüber hinaus erkundigen, welche besonderen Verdienste sich der spanische Informationsminister um die Bundesrepublik erworben habe, die die Verleihung eines so hohen Ordens rechtfertigen. Beide möchten wissen, wie in Zukunft verhindert werden soll, «daß die Überreichung von Bundesverdienstkreuzen an Angehörige von Regierungen erfolgt, die in ihrem Lande den Ausnahmezustand verhängt haben.»

Unterdessen hat der Verleger und Chefredakteur der linksliberalen «Frankfurter Rundschau», Karl Gerold, unter Protest das ihm verliehene große Verdienstkreuz an Bundespräsident Lübke zurückgeschickt.

Die peinliche Ehrung des spanischen Faschisten stellt erneut unter Beweis, daß Heinrich Lübke den Anforderungen seines hohen Amtes nicht mehr gewachsen ist. Daneben aber stellt sich die Frage nach der demokratischen Qualifikation seiner engsten Mitarbeiter.



L.W. - 22.4.69

«Die Rügen auf dem Bonneweger (SAPL)-Kongresses waren die Bestätigung für diese Annahme (dass der tb-Chef seit Jahren einen immer röteren Kurs steuerte, der sogar den Herren im Kreml Freude bereitete), das Pfeifen und Johlen während und nach der Rede von J.F.P. das letzte fallende Stückchen in der Beweiskette für diese These.»

«Die Belohnung und Entschädigung für die Schmach lag in Form einer individuellen Moskareise bereit. Nicht etwa auf Grund einer Einladung von Journa-

listenverband zu Journalistenverband - J.F.P. ist nicht Mitglied der luxemburgischen Vereinigung -, sondern als Vorzugsgeschenk wurde ihm dieser Ausflug angeboten.»

t.b. - 26.4.69

«Die einwöchige Studienreise in die Sowjetunion die „tageblatt“-Direktor J. F. Poos auf Einladung des sowjetischen Journalistenverbandes unternimmt, wird im „Wort“ als „Belohnung“, „Entschädigung“ und „Vorzugsgeschenk“ für den angeblich „immer röteren Kurs“ des „tageblatt“ hingestellt.»

«Um bei der „Wort“-Logik zu bleiben, müsste man sich jetzt nun fragen, was denn wohl „Wort“-Chefredakteur André Heiderscheid und Journalistin Liliane Thorn-Petit, Gattin unseres Aussenministers, alles dafür eingetauscht haben, dass sie gleich 14 Tage, und dabei noch in Begleitung von „Zeitung“-Chefredakteur René Urbany, die Sowjetunion bereisen dürfen?»

Dazu unsererseits keinerlei Kommentar, sondern nur ein

Päng !

Und unseren besten Dank an die beiden Zeitungen für die uns damit ersparte Mühe.

Päng !

«Deutsche Nation» 3/ 2. 4. 69

Verantwortlich: Dr. Gerhard Frey.

«Deutschbelgien braucht Europa»

Etwa ein Europa wie es Adolf Hitler wollte: Unter deutscher «Führung»?

Päng !

«Deutsche Nation» 3/2. 4. 69

«Das „Interesse“ der Bonner Politiker am Auslandsdeutschum beleuchtet am besten eine Äusserung Willy Brandts zur Südtiroler-Frage: «Ich weiss überhaupt nichts davon.»

Darum wissen die Frey, Adolf II und Co. umso mehr davon. Wenn sie und Ihresgleichen im nächsten Herbst ins Bonner Parlament einziehen, dann wird das alles anders. Die «Wiedervereinigung aller Deutscher» muss dann erfolgen. Und die Schwerverbrecher Bormann u. Mengele dürfen wieder «Heim ins Reich!»

Päng !

An änerer dürfen hiren «Heim-ins-Reich-Roff» eröm oस्पengelen.

Päng !

«Deutsche Nation» 3/2.4.69

«Eine Zusammenstellung der deutschen Volksgruppen in Europa (ohne Westdeutschland, Mitteldeutschland, Oesterreich, die deutschen Teile der Schweiz und Luxemburg) . . . rd. 6,860 Mio Menschen.»

Immer das alte Lied: Luxemburg ist Deutsch! Ob sich die Frey und Thadden bereits bei Hrn Josef Müller-Marein für geleistete Handlangerdienste bedankt haben?

Päng !

«Deutsche Nation» 3/2.4.69

«Schliesslich ist die Mundart des Kantons St. Vith u. der vier deutschsprachigen Gemeinden des Kantons Malmédy moselfränkisch oder «lezteburgisch» und daher Mitteldeutsch.»

Dass die «Deutsche Nation» doch für alle Zeit und Ewigkeit zerstückelt bleibe!

Päng !

Letzeburger Ro'de Le'w

Résistance Luxembourgeoise

1940 - L.R.L. - 1944

JOURNEE DE RESISTANCE ET DE COMMEMORATION

Enner dem Protectorat vun der Geme'ng Dippech.

D'Résistensgruppen :

L.R.L. Letzeburger Ro'de Le'w ;

A.R.D.E. Anciens de la Résistance de Differdange et Environs ;

L.P.F. Letzeburger Politesch Flüchtling ;

Matt Bedélegong vun der Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force.

Haalen en Sonndeg den 29. Juni 1969 zu Schuller én Erönnungs- an Gedenkäch öf, vir all léwend an versturven Résistenzmember aus dem Krich 1940 - 1944, de' am Dengscht vun der Hémecht an hire Mattbirger stongen. Et soll é Merci sin, un all de' Leit, de' viru 25 Joer sech onégenötzech op d'Seit vun der Résistenz gestalt hun, vir d'Campagne ge'nt den Nazirégim opzehuelen.

PROGRAMM

I. 15,30 Auer: Rassemblement vir un der Kirch vu Schuller.

16,00 Auer: Feierleche Gottesdengscht an der Paarkirch vu Schuller, fir all versturven Résistenzler. Durno ge'nt

17,00 Auer: Opstellung vun allen bedélegten Gruppen an Vereiner matt Schweigemarsch zum Monument du Souvenir.

De Président vun der L.R.L., hält eng Usproch.

Ueschlessend, Appell vun dénén versturvenen Résistenzler aus der Gemeng, matt Sonnerie aux Morts a Blumen niderléhong.

II. 18,00 Auer: Empfang am Gemengesall, vum Burgerméschter Nic. Calmes a sengem Gemengerôt, wo' hien de' verschidden Résistenzgruppen, an Délégatio'nen vun der Enrôlés de Force begre'st.

Ueschlessend, Verdélong vun der Médaille de la Reconnaissance Nationale un 48 verde'ngschtvoll Résistenzler, durch d'Enrôlés de Force.

Durno E'rewein matt enger Schlussried.

Mir invite'eren all Presidenten derfir ze suergen, dass hir Sektio'nen duerch Delegatio'nen, eventuel mat hire Fuendelen un der Feier délhuelen.

De Comité vun der Associatio'n

Oenner Ons

Generalversammlung der

«Amicale des Enrôlés de Force»

in Redingen

Die 4. Generalversammlung der Amicale des Enrôlés de Force Beckerich-Ell-Redingen fand am letzten Dienstag im Saale Aly Reiser-Frank in Redingen statt. Den Vorsitz führte Jean Hemmer, Präsident, umgeben von seinen Comité-Mitgliedern sowie den Vertretern des Zentralkomitees aus Luxemburg.

Der Präsident begrüßte kurz die erschienenen Mitglieder, sowie die Ehrengäste und Ehrenmitglieder, u. a. Deputierter-Bürgermeister Henri Diederich, Bürgermeister

LA MAISON

Schaafs & Martin

Confection - Chemiserie
84, Grand'rue

L u x e m b o u r g

se recommande à tous les vrais Grand-Ducaux

Jean Erpelding u. Bürgermeister Edouard Leyder. Er bat in einer stillen Gedenkminute sich der gefallenen und der im letzten Jahre verstorbenen Kameraden und Wohltäter zu erinnern und eröffnete gleich die statuarische Generalversammlung.

Sekretär Camille Koppes gab den Tätigkeitsbericht der Sektion für das verflossene Jahr ab. 24 Mal fanden sich die Comité-Mitglieder zusammen um die anfallenden Arbeiten zu erledigen u.a. Recherche de personnes méri-



...vergleichen Sie
Preise und
Qualität
... Ihr Weg
führt zu
STERNBERG

tantes, denen die «Médaille de la Reconnaissance nationale» zukommen soll. Pensionsgesuche in 3 Fällen für Eltern gefallener Kameraden, Monument aux Morts in Ell, Plaque commémorative im Schweichertal sowie Anschaffung einer Sektionsfahne. (Monumenteinweihung und Fahnenweihe sollen im Herbst ds.J. in Ell stattfinden.) Betreffs der «Médaille de la Reconnaissance nationale» hofft die Sektion die erste größere Verteilung gelegentlich vorgenannter Feiern in Ell vornehmen zu können.

Auch an patriotischen Manifestationen war die Sektion beteiligt, so bei der Journée commémorative in Ell, Beckerich, Redingen, Bech/Echternach, Luxemburg, Journée der Tambower, Journée des Mutilés de guerre usw. Ferner auch an Begräbnissen verstorbener Mitglieder, Ehrenmitglieder und einstiger Wohltäter.

Kamerad Arthur Calmes las den Kassenbericht vor. Die Finanzlage erwies sich als gesund. Die Zahl der Mitglieder belief sich auf 90, die der Ehrenmitglieder auf 71.

Ein Vorschlag, das 11-köpfige Sektionskomité auf 15 Mitglieder zu erweitern, wurde angenommen. 4 neue Kandidaten meldeten sich. Die austretenden Mitglieder wurden in ihrem Amt bestätigt. Dem Comité gehören damit an: Bisenius, Brauch, Calmes, Didier, Freymann, Graf, Hemmer, Hesse, Hilgert, Kessel, Koppes, Neu, Pepin, Thilmany.

Die Vertreter des Zentralkomitees, denen wir hier unsern Dank für die Teilnahme an unserer Generalversammlung aussprechen, gaben einen Rückblick über die in den letzten Jahren erfüllten Forderungen, referierten dann über noch nicht berücksichtigte Forderungen, u.a. Lohnausfall, Anrechnung der Pension, Mutiliertenprobleme, usw.

Député-Maire Henri Diederich dankte für die Einladung, welcher er gerne gefolgt sei. Er unterstützte unsere Forderungen und wünschte, daß wir Erfolg haben werden in den Bemühungen um die Wiedergutmachungsansprüche zum Wohle des ganzen Luxemburger Landes. Er meinte: «Mir können 100 Jo'er op Tré'er kafe goen, da si mir de Preisen nach ké Sou schölleg».

Das Schlußwort sprach Bürgermeister Jean Erpelding aus Redingen.

**Wann der akäft,
da vergiesst de' nôt,
de' bei ons
annonce'eren !**

GALERIE BENELUX

Ady Maintz

ESCH-ALZETTE

45-47, rue Léon Jouhaux - Tél.: 54 01 62

Große Möbelausstellung in 6 Stockwerken

POUR VOS CHAUSSURES,
UNE SEULE ADRESSE :

Chaussures Margot

Propriétaire : **THOSS-JACOBS**

ESCH-SUR-ALZETTE

22, avenue de la Gare - Téléphone 532 68

Nettoyage à sec Presto Shop

89, rue de l'Alzette - Tél. 54 02 34

LAVOIR-BLANCHISSERIE EDELWEIS

41-43, rue du Claire-Chêne - Tél. 54 25 42

Dépôts officiels :

Luxembourg - 105 rue Ad. Fischer - Tél. 48 11 48

Luxembourg - 95, avenue Guillaume - Tél.: 208 27

Luxembourg - 32, rue du Curé - Tél.: 4 19 88

Bettembourg - 4, route d'Esch - Téléphone 51 22 19

monopol : Scholer

**Das große Fachgeschäft für beste
HERRENKLEIDUNG**

Re'serbann

Bericht über die Generalversammlung.

Am Freitag, den 28. März hielten die Zwangsrekrutierten der Sektion «Re'serbann» ihre 3. ord. Generalversammlung. In seiner Eröffnungsansprache begrüßte Präsident Léon Renard die zahlreich erschienenen Mitglieder, Pfarrer Ley aus Roeser, Bürgermeister Jean Braun, die Schöffen J.P. Schaack und Will Lehnerz, die Räte Wolter und Sinner sowie den Nationalpräsident Jos. Weirich und Zentralvorstandsmitglied Julien Coner.

Der Präsident erörterte das Wirken der Amicale des Roeserbannes, deren aktiven Mitgliederzahl seit ihrer Gründung 1967 von 29 auf 57 Einheiten (davon 19 Mädchen) angestiegen sei. Ferner sprach er über die Organisation der Vereinigung der «Enrôlés de Force Victimes du Nazisme».

Aus dem Bericht, den der Sekretär Francois Majérus vortrug, entnahm man, dass die Tätigkeit unserer Sektion im Jahre 1968 vielseitiger Natur war. Der Vorstand trat zu 5 Arbeitssitzungen zusammen. Vertreter der Vereinigung nahmen an 12 verschiedene Manifestationen und Festlichkeiten im Lande teil. Ausgezeichnet mit dem «Ruban en Argent» wurden die 4 folgende Mitglieder, Léon Renard, Franwois Majérus, Bruno Regi und Louis May. 51 Fragebogen wurden versandt. Der Sekretär dankte allen die durch ihre moralische und finanzielle Unterstützung den Zwangsrekrutierten ihre Sympathien zum Ausdruck brachten.

Der Kassenbericht des Kameraden Bruno Regi war wie immer äusserst ausführlich und präzise. Aus demselben ging hervor dass die finanzielle Lage gesund ist.

Im Namen der Kassenrevisoren erklärte Kamerad Nicolas Gillen, dass die Kassenbücher übersichtlich geführt wurden und bat die Versammlung dem Kas-

sierer sowie dem Vorstand Entlastung zu geben, was auch mit starkem Applaus erfolgte.

Kassenrevisor Emile Mamer konnte krankheitshalber an der Generalversammlung nicht teilnehmen. Der Präsident wünscht ihm im Namen des Vorstandes sowie aller Mitglieder prompte Besserung.

Nach der Neuwahl des Vorstandes besteht das Comité in folgender Besetzung: Léon Renard, Präsident Francois Majérus, Sekretär; Bruno Regi, Caissier; Mme Rijswijk, Léon Berens, Josy Hemmer, Louis Keiser, Louis May, Aloyse Seywert und Pierre Steinmetz, Mitglieder. Kassenrevisoren die HH. Gillen Nicolas und Alphonse Meisch.

Ueber den heute noch gültigen Wert der Zwangsrekrutiertenvereinigung, fast 25 Jahre nach Kriegsende referierte Julien Coner, der die enge Verbundenheit von Resistenzlern und Enrôlés de force befürwortete und die gelegentlich auftretende Angriffe gegen ihre Organisation bedauerte und energisch zurückwies.

Nationalpräsident Jos. Weirich behandelte die Diskriminierung der Zwangsrekrutierten in Sache Lohnausfall, analysierte die aktuelle Lage und begründete die in der Öffentlichkeit viel kommentierten Forderungen der Zwangseingezogenen. Abschliessend unterrichtete er die Versammlung über die erst in den letzten Tagen vom luxemburgischen Aussenminister in Bonn geführten Gespräche über das Zwangsrekrutiertenproblem.

Als letzter Punkt figurirte «Freie Aussprache» in deren Verlauf sich einzelne Mitglieder zu Wort meldeten. Hierauf hob der Präsident die im kameradschaftlichem Geist verlaufene Versammlung auf.

I.r.

ASPELT-FRISANGE-WEILER-LA-TOUR-HASSEL

Am Samstag, den 8. März fand im Hotel Weirich in Frisingen die diesjährige Generalversammlung der Zwangsrekrutierten von Aspelt-Frisingen, Weiler-zum-Turm und Hassel statt. Nach einem Imbiss wurde die Versammlung eröffnet und mit Genugtuung festgestellt, dass in diesem Jahr fast alle Mitglieder anwesend waren; der Saal war vollbesetzt. Der Bericht über die Tätigkeit vom vergangenen Jahr wurde gutgeheissen. Erwähnenswert ist, dass im Jahre 1968 eine Stiftung gemacht wurde für eine hl. Messe, als Erinnerung an die gefallenen Kameraden aus Aspelt. Unter andern wurde beschlossen, im kommenden Jahr in der Kirche von Weiler-z.-Turm eine Erinnerungstafel an alle Zwangsrekrutierten anbringen zu lassen. Für die Ortschaft Hassel wird eine Stiftung für eine Gedenkmesse gemacht werden, die jedes Jahr an einem bestimmten Tag abgehalten wird. Inbezug auf die Verleihung der «Médaille de la Reconnaissance Nationale» entspann sich eine lebhaftige Diskussion. Allgemein wurde bedauert, dass es nicht möglich ist, die Verleihung an alle in Frage kommende Personen, die während des Krieges soviel Verständnis für die «Jongen», durch ihre Hilfe bewiesen, auch diese Lage verstehen werden. Der Vorstand wurde beauftragt die betreffenden Feiern bestmöglichst zu organisieren. Zu später Stunde verabschiedeten sich die Teilnehmer mit einem «Wiedersehen im nächsten Jahr.»

Ugén.

Literie Ad. Rasqui-Langers

Voitures d'enfants

Literie-Trotinettes

★ Grand choix en vélos ★

ESCH-ALZETTE - 135, du Brill - Tél.: 52 135

Walferdingen

*Journée Commémorative -
Assemblée Générale*

Seit dem Bestehen der Walferdinger Sektion ist der erste Sonntag im Monat Mai dem Gedenken der gefallenen und vermissten Kameraden gewidmet. So hatte denn dieses Jahr der Vorstand seine Mitglieder, deren Familien und Bekannte zum Sonntag, den 4. Mai zusammengerufen um sich erneut unserer Naziopfer des letzten Weltkrieges zu erinnern und gemeinsam zu geloben ihnen ein treues Andenken zu wahren.

Vorerst wurde um 15.30 Uhr im Saale des Café des Sports - früher Ney-Barthel, jetzt Café Eyd - die Generalversammlung der Sektion abgehalten. Die Begrüßungsansprache hielt Präsident Halsdorf. «Es sei ihm eine grosse Ehre, so führte er aus, «die Kameraden Fernand Hurst und Benny Jacob aus dem Zentralkomiteé in unserer Mitte zu begrüßen». Nach einigen Dankesworten an die recht zahlreich erschienenen Mitglieder und einer Minute stillen Gedenkens an die toten und vermissten Kameraden ging man zur Tagesordnung über. Als erster erhielt der Kassierer, Kamerad Norbert Colling das Wort. In seinem peinlich genauen Kassenbericht entnahm man, dass die Kassenführung in guten Händen liegt und sparsam mit den zu verwaltenden Geldern umgegangen wird. Das bestätigten auch die Kassenrevisoren und der Beifall, der Kollege Norbert von seiten der Versammlung entgegenbracht wurde. Der Tätigkeitsbericht den der Sekretär, Kamerad Norbert Jungbluth vortrug, umfasste dieses Mal 3 Teile. Der erste Teil, die Mitgliederzahl. Einen Abgang hatten wir im Jahre 1968 zu verzeichnen und zwar durch den Tod von Frau Witwe Barthel-Gengler. Die wirkliche Tätigkeit, die im zweiten Teil zur Sprache kam, bewies einmal mehr die grosse Aktivität der Walferdinger Sektion. Eine soll kurz hervorgehoben werden: die Verleihung des Ruban en Argent an die Kameraden Nicolas Buchholtz und Michel Schmitz gelegentlich der Journée Commémorative des Enrôlés de Force. Im dritten Teil gab der Redner einen kurzen Überblick über den Verleihungsmodus der «Médaille de la Reconnaissance Nationale». 5 Einwohner der Gemeinde wurden anlässlich der Journée Commémorative damit geehrt und ihnen damit der Dank der Heimat ausgesprochen. Das war ein bescheidener Anfang, man kann nicht von einer Priorität sprechen, denn es werden noch viele folgen. Applaus belohnten den Redner für seine Ausführungen. Erneut ergriff der Präsident das Wort um allen Komiteemitgliedern für ihre Mitarbeit im Jahre 1968 zu danken und erteilte

dann Kollege Benny Jacob das Wort. Wie es nicht anders zu erwarten war, verstand es Benny auch diesmal durch seine objektiven Worte die Anwesenden in seinen Bann zu ziehen. Seine Ausführungen umfassten folgende Punkte: Rückblick und augenblicklicher Stand, Wiedergutmachungsvertrag, Monument National um Plateau St. Esprit, Médaille de la Reconnaissance Nationale.

Man muss schon sagen, dass aus den Ausführungen von Kollege Benny ein starker Wille herausklang, unsere Forderungen zu einer zufriedenstellenden Lösung zu Ende zu führen. Kollege Fernand Hurst brachte es nicht über sich die Versammlung zu verlassen ohne einige Worte zu sagen. Wie wir Fernand nicht anders kennen, sprach er frei von der Leber weg über Probleme, die ihm besonders am Herzen liegen: fiche médicale und fonds de solidarité national des Enrôlés de Force. Die Zuhörer bedankten sich und spendeten starken Applaus den beiden Kollegen aus dem Zentralkomiteé. Eine Aenderung in der Besetzung des Komités wurde auch vorgenommen: die Mitgliederzahl von 11 auf 9 herabgesetzt. Als neues Mitglied wurde Kamerad Charles Goebel aufgenommen. Zu Kassenrevisoren für das Jahr 1969 wurden die Kameraden Nies aus Bereldingen und Goffinet aus Walferdingen bestimmt.

Mittlerweile war die Uhr auf ein Viertel nach Sechs vorgerückt und seitens des neuen Inhabers, Herr Eyd, wurden den Anwesenden kulinarische Platten serviert, die dem Hause alle Ehre machten.

Somit war der erste Teil zu seinem Ende gekommen und kurz vor halb Acht verliess alles den Saal und begab sich in die Pfarrkirche um dort an dem Gedenkgottesdienst teilzunehmen. Vor vollem Gotteshause zelebrierte der Herr Pfarrer Michels die heilige Messe und in seiner kurzen sinnvollen Predigt würdigte er den Leidensweg der Zwangsrekrutierten.

Anschliessend fand eine Gedenkzeremonie mit Blumenniederlegung am «Gefallenendenkmal» statt.

Nach einer weiteren Stunde gemütlichen Beisammenseins trennte man sich mit dem Versprechen weiter fest zusammen zu halten im Gedanken an unsere gefallenen und noch vermissten Kameraden.

Pétange

D'Sektio'n Pe'teng huet de' traureg Pflicht, den Do'd mattedèlen vun hirem Member, dem Här

Nic. Goevelinger

an hirem E'rember, dem

Här **Albert Ries.**

E'er hirem Undenken.



D'Sektio'n Pe'teng erönnert drun, datt d'Stöftungs- an Erönnongsmass fir eis Gefälén, Vermösten a Verstuerwen op Kirmesmen deg ass, den 16. Juni 1969.

20 Les Sacrifiés

CHAUFFAGE

SANITAIRE

Georges Berg

ESCH sur ALZETTE

33, bd Prince Henri - Tél.: 5 33 80 et 5 29 16

Differdingen

**Entente des Eurôlés de Force,
commune de Differdange**

Am Sonntag, den 30. März 1969 wurde durch die Zwangsrekrutierten der Sektionen Differdingen-Nieder corn-Obercorn eine erste Gruppe von 25 Luxemburger mit der Médaille de la Reconnaissance Nationale ausgezeichnet.

Dieser schlichten, würdigen Feier ging eine Kranzniederlegung am Monument aux Morts voraus, an der die Delegierten der drei Vorstände teilnahmen.

Die Auszeichnung selbst fand um 10.30 Uhr im Empfangssaal des alten Stadthauses statt.

Der Bürgermeister der Cité du fer, Herr Joseph Hauptert, umgeben von seinen Schöffen und Gemeinderäten, leitete die Feier mit treffenden Worten ein, indem er vor allem die uneingennützigte Hilfe und Unterstützung derer unterstrich, die im Kriege unter Einsatz ihres Lebens jungen Luxemburgern halfen, sich dem Zugriff der Nazis zu entziehen.

Generalsekretär der V.N.E.F. Bernard Jacob schilderte anschliessend in eindrucksvollen Worten die Leidenszeit der Zwangsrekrutierten und deren Helfer, die in tausenden Fällen nur durch die Hilfe gutgesinnter Luxemburger gemildert wurde, trotz angedrohter Massnahmen wie Deportierung, Sippenhaft, Vermögensziehung u.s.w.

Hierauf schritt man zur Verleihung der Médailles de la Reconnaissance Nationale, die unter Leitung der drei Sektionspräsidenten von Bürgermeister Jos. Hauptert vorgenommen wurde.

Es bleibt zu vermerken, dass von den 25 Ausgezeichneten 11 Personen à titre posthume geehrt wurden; ein sehr hoher Prozentsatz Verstorbener, was eindeutig darauf schliesst, welch hoher Tribut auch noch nach dem Krieg von den Betroffenen gefordert wurde.

Die Schlussworte sprach Fernand Bauler, Präsident der Entente, welcher im Namen der Zwangsrekrutierten seinen Dank an die Gemeindeverwaltung und vor allem an die Dekorierten selbst zum Ausdruck brachte.

Herr René Vinandy dankte im Namen der 25 ausgezeichneten Personen.

Ehe die Gemeindeverwaltung die Anwesenden zum Ehrenwein einlud, wurde Herr Camille Pauly, als Zwangsrekrutierter, wegen seiner besonderen Verdienste von der Association des Enrôlés de Force mit dem Ruban en Argent ausgezeichnet.

So schloss eine eindrucksvolle Feier, der noch andere folgen werden, bis auch der letzte Betreffende zu den Ehren gekommen ist, die eine Nation seinen Besten schuldet.